



*Des nouvelles
de partout*

Concours François-Xavier-Garneau, édition 1997-1998

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec, par la voix de son président, Monsieur Gilles Boileau et de son directeur général, Monsieur Mario Boucher, tient à remercier et à féliciter les professeurs d'histoire pour leur engagement dans le concours d'histoire François-Xavier-Garneau auprès des élèves du collégial. Encore une fois cette année, la cérémonie de remise des prix constituera un moment fort du congrès de l'APHQ auquel la FSHQ est fière de s'associer.

Au plaisir de se revoir tous et toutes le 4 juin prochain à la remise des prix du concours François-Xavier-Garneau, au cégep Édouard-Montpetit

ATTENTION

Le congrès des 2-3-4 juin 1998 au cégep Édouard-Montpetit

Il est encore temps de vous inscrire au congrès de l'APHQ. On peut même s'inscrire le jour même, le 2 juin 1998, au cégep Édouard-Montpetit.

Pour information : Louise Lapicerella, 514-679-2630

Avez-vous pensé au renouvellement de votre adhésion à l'APHQ?

Si vous ne pouvez pas venir au congrès mais que vous désirez rester membre ou membre associé pour l'année 1998-1999 et ainsi continuer à recevoir le Bulletin de l'APHQ, faites parvenir vos coordonnées et un chèque de 25\$ à l'ordre de l'APHQ à

Géraud Turcotte, Collège Édouard-Montpetit, 945, Chemin de Chambly, Longueuil, QC, J4H 3M6

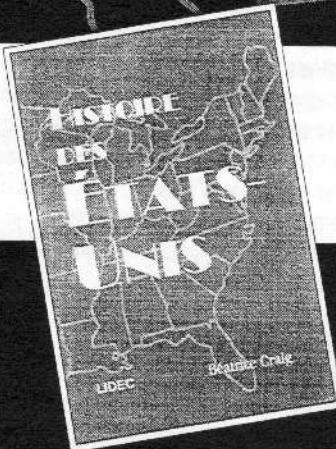
Il est important de mentionner l'adresse à laquelle vous désirez recevoir le Bulletin

Béatrice Craig

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS

Pour le collégial

Diversité, esprit missionnaire et antiélitisme.



La société américaine est une société très originale. Même la société canadienne, qui pourtant partage un continent et un héritage britannique avec elle, ne lui ressemble que superficiellement. Dans une large mesure, le passé explique le présent. Quels sont donc les traits qui semblent les plus propres à caractériser la société américaine passée et présente? On a retenu les trois points suivants: diversité, esprit missionnaire et antiélitisme.

MANUEL (592 pages)



4350, avenue
de l'Hôtel-de-Ville
MONTRÉAL (Québec)
H2W 2H5
Téléphone:
(514) 843-5991
Télécopieur:
(514) 843-5252
Adresse Internet:
<http://www.lidec.qc.ca>



Nationalisme, fascisme et antisémitisme au Québec dans les années 30 et 40

Périodiquement, l'accusation refait surface : le nationalisme au Québec aurait été porteur, dans son sillon, du fascisme. Des personnalités d'ici, et non les moindres, auraient été marquées par le sceau du racisme dont une des expressions les plus explicites aurait été l'antisémitisme¹.

Qu'elle provienne d'un écrivain contemporain comme Julian Samuel², d'un intellectuel des années 50 comme Pierre-Elliott Trudeau³ ou encore de la docteur en sciences politiques Esther Delisle [voir encadré «Esther Delisle»], l'association entre le développement du nationalisme contemporain au Québec et le fascisme est vite énoncée.

Sans être naïf de l'intérêt politique actuel pour certaines personnes à poser ainsi le problème, certaines questions méritent toute notre attention. Le Québec a-t-il été fasciste? Le Québec a-t-il été antisémite? Poser si crûment les questions, c'est aussi ne pas se défiler devant les réalités passées qui méritent d'être interrogées, rappelées et interprétées. Dans le cadre du cours d'histoire du Québec au collégial comment abordons-nous ce problème? À l'évidence, on ne peut jongler avec des mots aussi porteurs de sens sans nous arrêter sur leur contenu. En effet, bien des réalités différentes semblent se cacher sous la notion de fascisme. Par exemple, lorsqu'un Pierre Godin⁴ dit de Duplessis qu'il était fasciste, veut-il signifier qu'il souhaitait instaurer un régime «mussolinien» au Québec? Nous en doutons fort. Quant à l'antisémitisme, dont les manifestations sont

très perceptibles, comment ce phénomène s'inscrit-il dans le contexte québécois de l'entre-deux-guerres?

À cet égard, nous ausculterons les trois réalisations évoquées dans le titre — nationalisme, fascisme et antisémitisme — en posant pour chacune d'entre elles un certain nombre de questions qui, à notre avis, nécessitent d'être soulevées. Nous pouvons les regrouper à partir de trois grands axes de réflexion. Premièrement, il faut nous interroger sur la spécificité historique et sociologique à laquelle nous renvoie le phénomène du fascisme au Québec. Dans un deuxième temps, il nous semble utile d'examiner les caractéristiques du nationalisme québécois des années trente de façon à mieux cerner ses rapports avec les divers courants idéologiques qui se manifestent à l'époque. Troisièmement, il est pertinent de se questionner sur les différentes manifestations de l'antisémitisme dans la société québécoise d'alors.

Dans cette perspective, il est nécessaire de réfléchir à la possibilité que l'antisémitisme ait représenté un aspect majeur dans l'élaboration du discours nationaliste durant cette période. Nous sommes conscients des difficultés d'aborder un tel objet d'étude. Notre but n'est pas ici de faire œuvre de spécialistes, mais plus modestement, de proposer quelques pistes de réflexion afin d'alimenter un débat qui mérite d'être enrichi.

Nationalisme et fascisme

Soulignons tout d'abord que se questionner sur le fascisme au Québec pose un double problème. Premièrement, comme l'indique le *Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours. Bibliographie commentée*⁵, aucune étude globale n'a jusqu'à maintenant porté sur le fascisme québécois ou tenté d'interpréter le passé sous cet angle. Il en va tout autrement en Europe et particulièrement en France. En effet, il y a quelques années, un débat historiographique a secoué les milieux intellectuels français et relancé les recherches sur le thème du fascisme. C'est tout un pan du passé politique et intellectuel français qui a été ainsi revisité. Au Québec, les thèmes du fascisme et de l'antisémitisme ne recouvrent pas la même réalité qu'en Europe mais les enjeux historiques n'en sont pas pour autant marginaux.

Malgré l'absence d'études globales, certains aspects particuliers du fascisme ont été défrichés par les chercheurs québécois. Ceux-ci se sont attardés aux thèmes et aux idées portés par certains milieux à travers leurs discours et leurs écrits. C'est le cas des études consacrées à des mouvements, des organisations ou des individus comme les Jeune-Canada⁶, le parti fasciste d'Adrien Arcand⁷, l'Action catholique⁸, l'École sociale populaire⁹, *Le Devoir*¹⁰, etc. Pour utiles qu'elles soient, ces recherches n'épuisent pas les questions que pose un phénomène comme le fascisme.

Dans cette perspective, nous faisons face à un deuxième problème. Comment le discours idéologique, véhiculé par quelques intellectuels notoires, a-t-il pris corps dans l'évolution sociale et politique du Québec? Autrement dit, quels liens peut-on établir entre les valeurs promues dans ces milieux et le développement politique et social du Québec des années 30 et 40? À notre connaissance, une seule étude est sortie des terrains battus pour les années quarante : *L'Affaire Bernonville* de Yves Lavertu¹¹. L'auteur y trace le portrait des réactions manifestées par les autorités mais aussi par divers groupes de la population — et non les moins puisqu'il s'agit en l'occurrence du maire de Montréal, de l'historien Rumilly, des autorités politiques d'Ottawa, des jeunes comme Camille Laurin, Doris Lussier etc.— suite à l'accueil puis à l'expulsion du criminel de guerre français de Bernonville.

Toutefois, l'état de la recherche ne nous permet pas encore de répondre à la question suivante : comment positionner le fascisme dans le spectre idéologique qui se déploie au Québec dans les années trente et quarante? Tradition-

nellement, le débat historiographique¹² retient et oppose deux grands courants idéologiques : le libéralisme et le clérico-nationalisme. Les courants de gauche ainsi que ceux d'extrême droite restent, quant à eux, marginaux. Les historiens constatent que, sans être totalement déconnectée du contexte international, l'évolution du nationalisme québécois procède d'une réalité particulière et originale. Contrairement aux mouvements qui se développent en Europe, le nationalisme québécois n'aurait guère été «contaminé» par l'idéologie fasciste. Cependant, il demeure fortement traditionaliste. C'est ce que l'on désigne par le terme de clérico-nationalisme. Dans le contexte des années de crise ce courant propre à la réalité québécoise emprunte deux voies : le nationalisme «messianique» de Lionel Groulx et une tendance corporatiste très nette. Pour la clarté de notre propos départageons ces deux formes et interrogeons-nous sur la possibilité de leur imprégnation par le fascisme.

Le clérico-nationalisme de Lionel Groulx

Durant les années trente, Lionel Groulx apparaît comme un des grands penseurs du nationalisme. Avec Groulx, l'idéologie nationaliste devient typiquement québécoise. La pensée «groulxienne» est perçue comme le pivot de l'évolution du projet nationaliste. Défini d'abord dans une perspective canadienne avec Henri Bourassa, le projet nationaliste évolue vers une réalité plus spécifiquement québécoise. Avec Lionel Groulx, le discours nationaliste se rapporte à une réalité territoriale spécifique à celle de la province de Québec et de moins en moins à l'ensemble de la communauté canadienne-française hors Québec. Pour Groulx, c'est au Québec que la «race canadienne-française» doit remplir sa mission et rencontrer son destin.

Dans la hiérarchie des sentiments patriotes, notre premier, notre plus haut sentiment d'amour doit donc aller, pour ce qui nous regarde, Canadiens français, à notre province de Québec, vieille terre française, issue de la Nouvelle-France, terre qui, plus que tout autre portion du Canada, a été pour nous source de vie, milieu génératrice par excellence.¹³

De là sans doute l'intérêt d'une politologue comme Esther Delisle pour le personnage de Lionel Groulx¹⁴. En effet, selon Delisle, Lionel Groulx constitue bien la figure dominante du nationalisme québécois durant l'entre-deux-guerres. Mais le nationalisme qu'il professait, selon elle, s'inspirait largement de son homologue européen, surtout français.

Le langage et l'époque de Groulx sont ceux de la montée du nationalisme d'extrême droite, du fascisme et du national socialisme. Baladant sa plume à l'intérieur de ce spectre, il emprunte aux uns et aux autres des thèmes, un certain vocabulaire et des tics de langage.¹⁵



Lionel Groulx. Extrait de *L'Action populaire* (Almanach) 1926.

La pensée «groulxienne» est-elle associée au fascisme et à l'extrême droite comme le prétend Esther Delisle? Nous rencontrons ici un problème de taille qui tient aux rapports étroits que certains courants historiographiques établissent entre le nationalisme d'extrême droite et le fascisme. Pour certains historiens comme

Ernst Nolte et Zeev Sternhell la filiation est indéniable : le nationalisme d'extrême droite constitue une des matrices originelles du fascisme.¹⁶ Mais cette thèse est loin de faire l'unanimité. Pour séduisante qu'elle soit, elle appelle quelques nuances [voir encadré «Le fascisme en France»]. Cela n'empêche pas Esther Delisle de retenir cette analyse et d'accuser Lionel Groulx de se balader dans un spectre politique marqué par le fascisme.

Au-delà des problèmes conceptuels que soulève l'assimilation du nationalisme d'extrême droite au fascisme, peut-on appartenir le nationalisme d'un Lionel Groulx à celui d'un Charles Maurras [voir encadré «Charles Maurras»] ou d'un Maurice Barrès [voir encadré «Maurice Barrès»]? Ses sources d'inspiration se limitent-elles à ces penseurs français du nationalisme intégral? Faut-il rappeler ici une autre réalité qui nous semble trop rapidement esquissée? Lionel Groulx est sans aucun doute un chantre du nationalisme québé-

Suite à la page 7

Charles Maurras (1868-1952)

Homme politique, principal dirigeant de l'*Action française*, théoricien du nationalisme intégral, Charles Maurras a eu une influence considérable sur les mouvements nationalistes avant la Deuxième Guerre mondiale.

Toute la pensée politique de Maurras est centrée sur la nation française. Obsédé par l'idée de décadence dont il reconnaît les premières manifestations à travers la Révolution française, il considère que pour redonner à la France sa grandeur passée il est nécessaire d'enrayer les maux qui l'affaiblissent : le régime républicain et la démocratie. Maurras propose un régime monarchique basé sur les valeurs chrétiennes. Pour lui, le roi incarne en sa personne l'unité de la nation et le principe de souveraineté. À cet égard, seule la monarchie est à même d'intégrer la classe ouvrière dans un projet politique véritablement nationaliste. À travers ses écrits, Maurras bataille contre les éléments qui, selon lui, corrompent la France soit, les Juifs, les Protestants, les étrangers et la Franc-maçonnerie.

Sous Vichy, Maurras devient le théoricien du régime et appuie entièrement les mesures antisémites et la lutte contre la Résistance engagée par le gouvernement de Pétain. Après la Deuxième guerre, il est jugé et condamné pour collaboration.

Le fascisme en France

Petite histoire d'un long débat historique

C'est à la suite de la parution en 1983 du livre de Zeev Sternhell *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, qu'un débat déjà ancien sur la nature et l'existence d'un fascisme français refait surface. Sternhell affirme que le fascisme français est un phénomène majeur et qu'il a servi de matrice pour ses homologues européens. La thèse de Sternhell est d'autant plus dérangeante qu'elle remet en question l'historiographie constituée.

Reprendons quelques éléments du débat. Il faut remonter en 1954 pour retrouver les premiers éléments d'une étude systématique sur le fascisme français. Dans un livre intitulé *La Droite en France*, l'historien René Rémond constate que si dans les années vingt et trente le fascisme se développe en France, il n'en demeure pas moins confiné à un petit nombre d'organisations dont les effectifs sont très réduits. Quant au nationalisme français dont les principaux représentants militent à l'Action française et dans des ligues comme les «Croix-de-Feu», il ne peut en aucun cas s'apparenter au fascisme. Il s'agit plutôt, selon Rémond, d'une idéologie conservatrice et autoritaire qui trouve ses origines à la fin du XIX^e siècle. Ce nationalisme, affirme Rémond, demeure imperméable au fascisme parce que, précisément, il est trop peu contestataire et trop attaché à la restauration du passé. Dans un article publié l'année suivante intitulé *Notes sur l'esprit d'un fascisme français 1934-1939*, l'historien Raoul Girardet abonde dans le même sens lorsqu'il affirme que si les nationalistes français des années trente manifestent quelques sympathies pour le régime fasciste de Mussolini c'est davantage par goût de l'autoritarisme et du conservatisme que par attirance pour la «révolution fasciste». Dès lors, le débat semblait clos.

À la fin des années soixante, des chercheurs vont relancer la question en s'opposant aux thèses des historiens français. On retiendra parmi ceux-ci les noms d'Eugen Weber, Ernst Nolte, Pieter Viereck. Selon eux il est possible d'établir une filiation directe entre le fascisme de l'entre-deux-guerres et le nationalisme français de la fin du XIX^e siècle. En effet, selon eux, la grande mutation qui aurait transformé l'idéologie nationaliste conservatrice en un nationalisme démagogique annonciateur du fascisme, se serait opéré en France autour de penseurs comme Maurice Barrès et Charles Maurras. La nouvelle idéologie issue de cette transformation serait à l'origine de la naissance des mouvements fascistes en Europe. Dans cette perspective, le fascisme français des années trente ne serait pas une idéologie

d'importation en provenance d'Italie mais trouverait son origine en France avant la Première Guerre mondiale.

Cette matrice française du fascisme, Zeev Sternhell va lui donner le nom de «droite révolutionnaire». À l'encontre de la droite traditionnelle, cette droite profondément radicale fait le choix de s'appuyer sur les masses populaires et d'intégrer le prolétariat dans la construction de son projet politique. Autrement dit, selon Sternhell, elle réalise la synthèse du nationalisme et du socialisme donnant ainsi naissance, quelques années plus tard, au fascisme. Sternhell prétend qu'il peut suivre la naissance et le développement du fascisme en étudiant sa formation avant la Première Guerre mondiale à travers les œuvres d'un Barrès et d'un Maurras pour ne nommer que les deux plus importants. Durant les années vingt et trente, le fascisme poursuit son développement avec la formation de Ligues et de Parti fasciste mais aussi à travers les écrits de penseurs comme Emmanuel Mounier, Thierry Maulnier ou Bertrand de Jouvenel soupçonnés, par Sternhell, de dérive fasciste parce qu'ils combattent le marxisme et le libéralisme.

En 1987, l'historien Pierre Milza va reprendre le débat dans un livre majeur intitulé *Fascisme français. Passé et présent*. Pour Milza, la thèse de Sternhell a eu le mérite de montrer qu'il y a bien eu un fascisme français et que celui-ci n'était pas un phénomène complètement marginal ou d'importation. Cependant, sa principale lacune, toujours selon Milza, réside dans la méthode privilégiée par Sternhell qui consiste à recourir uniquement à l'étude des textes coupés de leur contexte historique. Sternhell établit une filiation à travers une histoire des idées mais à aucun moment ne tient compte du développement historique. En isolant un certains nombre de traits pouvant effectivement entrer dans la composition de l'idéologie fasciste, Sternhell en arrive à assimiler au fascisme l'ensemble des discours qui critiquent le libéralisme et la démocratie. Au contraire, pour Milza le fascisme s'inscrit dans un contexte particulier qui est celui de l'après Première Guerre mondiale et il possède des traits qui lui sont propres. On peut les résumer en trois points. 1- à la fois révolutionnaire et réactionnaire, le fascisme doit tenir compte de sa clientèle qui est issue de différents milieux; 2- le totalitarisme, élément toujours présent dans les régimes fascistes; 3- le fascisme est lié à l'impérialisme et au mythe guerrier. C'est en identifiant l'ensemble de ces éléments que l'on peut justement distinguer le fascisme des idéologies de contestation qui se développent dans les années vingt et trente. Il conclut en soulignant que «le recours à l'histoire sélective des idées ne suffit pas à rendre compte de la réalité politique d'une époque, surtout lorsqu'il s'agit d'une époque de crise.» [page 38]

Maurice Barrès (1862-1923)

Écrivain et journaliste, c'est dans la fièvre de la crise boulangiste et de l'Affaire Dreyfus que Maurice Barrès prend goût à l'action politique. Anti-dreyfusard et antisémite, Barrès écrit à cette occasion cette phrase célèbre : «Que Dreyfus soit capable de trahir, je le conclus de sa race». Élu député en 1889, il sera défait et réélu à plusieurs reprises jusqu'à sa mort en 1923. Militant de la Ligue de la Patrie française fondée en réplique à la Ligue des droits de l'homme, c'est dans ce cadre qu'il s'efforce de développer sa pensée politique.

La pensée nationaliste de Barrès s'articule autour du thème de la «Terre et les Morts». La France est menacée par la décadence et seul le nationalisme basé sur l'unité organique de la collectivité peut lui redonner son âme. À travers l'ensemble de son oeuvre, il livre un combat sans merci à la démocratie, au marxisme et à l'individualisme qui constituent, selon lui, les éléments corrupteurs de la nation. Mais contrairement à Charles Maurras, Barrès n'est pas un partisan de la monarchie. «J'aime la République», écrit-il en 1904, «mais une République armée, glorieuse, organisée».

Partisan du darwinisme social et profondément antirationaliste, Barrès considère que les peuples sont soumis à un déterminisme physiologique et qu'ils sont animés par leurs pulsions et leur instinct. Barrès fait l'éloge des classes populaires dont le caractère «primitif» a su protéger l'essence même de la nation. C'est pourquoi il estime nécessaire d'intégrer au nationalisme la question sociale. Sa pensée a eu une influence considérable sur le développement du nationalisme radical au XX^e siècle.



Charles Maurras



Maurice Barres

cois, il n'en demeure pas moins inscrit dans une réalité sociologique concrète : celle d'un clerc oeuvrant au sein de l'Église catholique. À ce titre, ne faut-il pas retenir dans le cadre d'une analyse de la pensée de Groulx, la position du Vatican et ses rapports avec le régime de Mussolini? Plus largement, on peut aussi s'interroger à savoir si la complicité existante entre le Vatican et le gouvernement italien a influencé les acteurs d'ici? Dans quelle mesure n'a-t-elle pas avivé les sympathies d'une partie des élites québécoises envers le régime fasciste? Si c'est le cas, quelle perception a-t-on ici de ce régime?

Le corporatisme

Abordons maintenant la deuxième voie qu'emprunte le nationalisme québécois des années trente, le corporatisme. Précisons d'emblée que le corporatisme ne relève pas nécessairement de l'idéologie nationaliste. Toutefois, au Québec le corporatisme et le nationalisme se rejoignent dans la mesure où le premier apparaît comme un instrument privilégié pour définir l'avenir du groupe majoritaire, les Canadiens français. Notons que le corporatisme ne s'inscrit pas au sein d'un parti politique constitué mais demeure associé à des mouvements marginaux et élitistes comme celui des Jeune-Canada¹⁷. Les travaux entre autres d'A.-J. Bélanger¹⁸, de G.-Raymond Laliberté¹⁹ et de Lucienne Fortin²⁰ ont tenté de circonscrire l'idéologie de ce mouvement. Au-delà des discours et des manifestations, une étude de la typologie des militants Jeune-Canada reste à faire²¹. Il nous semble qu'il faille également s'interroger sur leur représentativité en tant que minorité «éclairée» comme sur leur influence réelle auprès de la jeunesse québécoise.

Selon l'idée généralement admise, l'élément le plus concret du fascisme à la «mode mussolinienne» qui s'est exprimé ici tient précisément à l'idéal corporatiste²². Mais est-on fasciste parce qu'on est corporatiste? Ces nationalistes de la jeune génération peuvent-ils être assimilés au fascisme? Leur contestation parfois radicale de la société québécoise relève-t-elle d'un discours fasciste ou emprunte-t-elle à une thématique fasciste quelques-uns de ses éléments les plus à la mode? La question mérite certainement d'être posée. Pour tenter d'y répondre on ne peut toutefois faire l'économie d'une mise en situation. N'oublions pas qu'à l'instar de l'ensemble des pays occidentaux, la société québécoise connaît durant cette période des transformations importantes. À l'industrialisation et l'urbanisation du début du siècle, succède la crise des années trente qui jette sur le pavé une population ouvrière désemparée. On retrouve là un terreau propice à la naissance de nouvelles idéologies qui s'opposent au libéralisme et à la démocratie libérale.

C'est dans ce cadre historique qu'il faut situer le corporatisme. Le corporatisme représente une idéologie de troisième voie qui conteste et condamne le libéralisme et le socialisme. Mais les partisans du corporatisme sont-ils pour autant les défenseurs des idées fascistes? Ce n'est pas l'analyse que retient Fernand Dumont.²³ Selon lui, le corporatisme québécois s'explique essentiellement par la présence encore sensible dans les années 30 d'une idéologie de type communautaire.²⁴ Par ailleurs, le corporatisme est largement soutenu par l'Église catholique. Face à la montée du socialisme et à la crise du capitalisme, le clergé québécois entend proposer une voie de

remplacement en s'inspirant de la doctrine sociale de l'Église, telle qu'elle s'est développée à compter de 1891 avec l'encyclique *Rerum Novarum et Quadragesimo anno* en 1931²⁵. Le discours social de l'Église traduit une défiance certaine face à la modernité alors qu'il propose le modèle utopique d'une société corporatiste idéale. Finalement, il faut noter que cet idéal corporatiste exerce également une influence importante auprès des élites politiques et même syndicales²⁶. Il s'agit donc d'un phénomène complexe qu'on ne peut résumer de manière univoque en l'assimilant purement et simplement au fascisme.

Somme toute lorsqu'on étudie l'histoire du Québec, deux réalités se profilent. Si on exclut le mouvement dirigé par Adrien Arcand et sans doute le groupe gravitant autour du journal *La Nation*, les élites intellectuelles, et plus particulièrement les élites nationalistes, ne souhaitent pas l'avènement d'un régime fasciste. Même si de nombreux nationalistes reprochent au libéralisme ses méfaits, ils n'aspirent pas à ce qu'un État autoritaire prenne la relève.²⁷ En revanche, ils souhaitent une moralisation de la vie politique. Pensons aux réformes politiques proposées dans le *Programme de restauration sociale expliqué et commenté* paru en 1934. Les réformes réclamées visent, entre autres, à mettre un terme à la corruption qui règne dans le monde politique québécois.

À ce stade de la réflexion, quelques questionnements nouveaux devraient enrichir le débat. Tout d'abord retenons l'angle d'analyse. Lorsqu'on traite du Québec et du fascisme, les chercheurs québécois s'intéressent particulièrement à ses manifestations au sein de la majorité canadienne-française. Cependant un portrait plus complet devrait tenir compte des différentes communautés qui animent la vie montréalaise à cette époque. Par exemple les chercheurs se sont très peu questionnés à savoir si les Montréalais d'origine italienne soutenaient massivement, du moins jusqu'en 1938, le régime mussolinien²⁸. Au-delà de l'idée reçue que les francophones admirent un régime dont les trains arrivent à l'heure, qu'en est-il des autres communautés culturelles? Qu'en pensent les Anglo-saxons? Les Grecs? Les Juifs eux-mêmes? Attention! La question n'est pas revancharde comme se plaît à l'affirmer une intellectuelle comme Esther Delisle²⁹. Elle permet de mieux saisir les contrastes idéologiques suivant les appartenances culturelles et peut-être aussi les réalités géographiques. L'agglomération montréalaise est-elle différente à cet égard du reste du Québec?

Les objets d'étude ensuite. Certaines pistes méritent d'être à nouveau questionnées. Premièrement, le mouvement fasciste lancé par Arcand. Qui rejoint-il? Peut-on en faire un portrait sociologique plus précis? Par exemple, qui sont les lecteurs du journal d'Arcand? À quels groupes sociaux appartiennent-ils? Est-ce là un mouvement plus largement canadien ou spécifiquement québécois? Deuxièmement, au-delà des groupes fascistes franchement avoués, comment mesurer l'imprégnation de l'idéologie fasciste auprès d'une majorité de la population. Par exemple, l'idée admise selon laquelle la population francophone appuie largement les régimes de Salazar au Portugal et de Franco en Espagne mériterait des études plus systématiques. S'il nous est impossible dans le cadre de nos cours d'apporter à ces questions des réponses définitives, nous croyons que ces thèmes méritent toutefois d'être abordés avec un esprit critique.

Nationalisme, fascisme et antisémitisme

Le Québec des années trente et quarante était-il antisémite? Si oui, l'antisémitisme logeait-il essentiellement dans la communauté canadienne-française? Hors de tout doute, on peut déceler la présence d'un discours antisémite au Québec durant les années trente et même quarante. Les études de David Rome³⁰ et Pierre Anctil³¹ nous éclairent sur le sujet. Elles nous permettent de saisir l'évolution du discours antisémite dans le contexte historique de l'entre-deux-guerres. Mais doit-on formuler le problème comme le fait Esther Delisle en associant antisémitisme et fascisme au Québec? Selon la politologue, un courant d'extrême droite, fasciste et antisémite a bel et bien existé au sein de la société québécoise et il s'est incarné à travers des personnalités comme Lionel Groulx, des groupes comme les Jeune-Canada et des organes de presse comme *Le Devoir*. Toutefois, Delisle reconnaît que ce courant est demeuré minoritaire dans la société québécoise. Pour Delisle, il n'est donc nullement question d'étendre à l'ensemble des Canadiens français le caractère antisémite et fasciste attribué à un petit groupe composé d'intellectuels. Ceci dit, ce courant idéologique n'en constitue pas moins, selon elle, un phénomène majeur dans l'élaboration du discours nationaliste puisque Lionel Groulx incarne «l'historien national» alors que le journal *Le Devoir* serait l'illustre défenseur des droits des Canadiens français. Autrement dit, les représentants les plus significatifs du nationalisme québécois s'inscrivent dans la mouvance des idéologies d'extrême droite



Le GOGLU, journal satirique et xénophobe montréalais, véhicule durant les années 1930 un antisémitisme particulièrement abject.

importées au Québec à partir de leur matrice française :

La pureté de la race chez Groulx s'inscrit dans le courant intellectuel européen qui, à la fin du siècle dernier, confond le fait sociologique avec le fait biologique, le premier tenant souvent d'explication pour le second. À l'intérieur de ce large courant, nichent plusieurs mouvements politiques et c'est le nationalisme d'extrême droite, largement marqué de fascisme, qui sera le chant des sirènes de Groulx³².

L'analyse de Delisle fait pourtant fi du contexte historique. Faut-il rappeler combien cette mise en contexte est essentielle à la compréhension de tout discours social. Le discours antisémite se définit comme un discours social³³ et, en ce sens, il est caractéristique des lieux sociologiques et du temps historique où il se construit. À cet égard, lorsqu'on aborde la question de l'antisémitisme au Québec, il nous semble important de tenir compte des réalités socio-économiques qui servent de points d'ancrage au discours social sur les Juifs. Retenons ici trois exemples pour illustrer notre propos. Tout d'abord, le malaise vis-à-vis «l'étranger». Les

L'affaire Zappa (mars 1933)

L'affaire Zappa tient à peu de choses mais est fort révélatrice des mentalités d'une époque. Lundi le 6 mars 1933, alors que l'on procède à la saisie de biens au 3269 rue Saint-Dominique à Montréal pour loyer non payé, une escarmouche éclate. Bilan : 1 mort. Fait divers? Oui et non. Revoyons cette affaire qui fera la manchette des journaux pendant presqu'un mois.

Au cœur de l'affaire, la saisie de biens dans un quartier d'immigrants. La famille Wlostizozsk doit 50\$ à son propriétaire. Un avis d'expulsion est émis et l'huissier se présente à deux reprises. Devant l'opposition des locataires, lundi le 6 mars 1933, il se fait accompagner de la police pour effectuer la saisie. Un ancien «chambreur» de la famille Wlostizozsk, Nick Zynckchuk, se présente alors pour récupérer une malle entreposée dans le logement. D'origine polonaise, arrivé au pays en 1928, âgé de 32 ans, il est sans emploi. Le policier qui garde l'entrée de l'immeuble, Joseph Zappa, s'oppose à toute intrusion de cet «étranger» dans le bâtiment. Une foule nombreuse s'est déjà rassemblée. Le ton monte entre Zynckchuk et Zappa. Zynckchuk se saisit d'une barre de fer. L'officier fait feu. Zynckchuk, s'écroule, touché mortellement dans le dos.

Suite à l'incident, une enquête du coroner Hébert conclut mercredi le 8 mars que le policier a agi en légitime défense. Samedi le 11 mars, une foule évaluée à 10 000 personnes (20 000 selon *Le Petit Journal*) se rassemble pour les obsèques. Elle est dispersée par la police. Les communistes seraient à l'origine d'un tel rassemblement selon certains journaux. Le 15 mars, un compatriote de Zynckchuk, Joseph Beatula dépose une plainte contre le constable Joseph Zappa. Suite à l'assermentation de la plainte, le juge Cusson, chargé de l'affaire, fait enquête avant d'émettre un mandat pour homicide contre l'agent de police. Le 24 mars le juge refuse d'émettre le mandat. Selon son enquête, le constable Zappa, pris dans une émeute, devint justifiable, selon la loi, d'agir comme il le fit. La *Canadian Labor Defense League* tente une ultime démarche auprès du premier ministre Taschereau le 27 mars. Celle-ci n'aboutit pas.

En fait, dès le début tout semble joué. Les propos des autorités ne laissent planer aucun doute. Ainsi, l'inspecteur Brodeur (assistant-chef de la Sûreté) déclare suite au drame que la bagarre «a été provoquée par des agitateurs étrangers» (*La Patrie*, 7 mars 1933, p. 3). Dans *La Patrie* du 8 mars, on rapporte le propos suivant du coroner Hébert suite à son verdict : «l'on avait jamais vu de troubles de cette nature chez les canadiens-français[sic] quand la justice avait affaire à eux. Ils sont trop respectueux des lois dit-il. Nous avons remarqué, dit-il, que c'est toujours chez l'élément étranger que de telles choses se produisent. Les officiers de la loi ont toujours beaucoup de difficulté à pénétrer chez ces étrangers, qui causent presque toujours du trouble.» (*La Patrie*, 8 mars 1933, p.3). Le premier ministre Taschereau lui-même affirma que : «les étrangers qui n'aiment pas respirer l'air canadien n'ont qu'à retourner dans leur pays» (*La Presse*, 27 mars 1933, p. 3).

Que retenir d'un tel incident? Comment s'expliquer ces propos d'un premier ministre libéral et d'un officier public? Bien sûr, la crainte de la subversion communiste apparaît déjà au grand jour et ce, bien avant la venue au pouvoir de Maurice Duplessis. Mais au-delà de cette problématique, comment juge-t-on l'Autre, «l'étranger»? Dans ces temps de crise, ni le nationalisme, ni le fascisme, ni l'antisémitisme ne permettent de bien saisir la portée de ces événements. La xénophobie, sans doute.

francophones minoritaires au sein de l'ensemble canadien ont peine à intégrer les nouveaux arrivants. Ils perçoivent souvent «l'immigrant» qu'il soit d'origine polonaise, grecque ou juive comme un étranger plus ou moins menaçant pour la survie de leur collectivité. En période de crise économique, cet étranger devient l'intrus, «le voleur de job». L'affaire Zappa, par exemple, en dit long sur le sujet. [Voir encadré L'affaire Zappa].

En second lieu, la lutte anticomuniste qui semble unir une bonne partie des élites québécoises prend souvent un caractère raciste. Comme le fait remarquer Andrée Lévesque :

On se représente le véritable communiste comme quelqu'un venant de l'extérieur, probablement de race juive, parlant une langue étrangère – soit l'anglais ou le yiddish – ce qui provoque la xénophobie à l'origine de bien des discours religieux et politiques de l'époque.³⁴

Rappelons que cette lutte contre le communisme n'est pas le seul fait de l'Eglise québécoise, ni même des éléments d'extrême droite. Il faut lire les manchettes des journaux comme *Le Petit Journal*, *Le Devoir*, *La Patrie*, *La Presse*, etc., pour se rendre compte de la belle unanimité qui anime nos élites lorsqu'il s'agit de pourfendre le «communisme matérialiste».

Finalement, il faut également tenir compte du contexte économique particulier dans lequel évoluent les deux communautés, francophone et juive. À Montréal, les deux groupes occupent souvent le même créneau : le petit commerce et l'industrie du textile. C'est ainsi que pour de nombreux Canadiens français, ce ne sont pas les magnats anglo-saxons de l'industrie et de la finance qui représentent les rivaux. Ces derniers demeurent des entités inconnues, lointaines et inaccessibles. Les compétiteurs, ce sont ceux que l'on rencontre à proximité dans le même quartier ou dans les quartiers adjacents, ce sont les petits commerçants de la communauté juive établis sur le boulevard Saint-Laurent ou sur la rue Sainte-Catherine. C'est d'ailleurs dans ce contexte que doit être replacée la campagne d'achat chez nous (entendons chez les Canadiens français) menée dans les années trente par les milieux nationalistes québécois.

En conclusion, nous aimerais rappeler un certain nombre de problèmes posés par l'étude de thèmes aussi significants que le fascisme, l'antisémitisme et le nationalisme. Premièrement, les allusions maintes fois répétées quant au fait que le Québec des années trente et quarante était fasciste nous semble entretenir une confusion sémantique dangereuse. À cet égard, une définition du fascisme s'impose et celle-ci ne peut se résumer à ses aspects idéologiques. Si l'on retient la thèse que le fascisme s'est développé au Québec, on devra démontrer comment celui-ci a germé et quelles formes s'y sont épousées. Dans cette perspective, il serait bon de se rappeler que le fascisme représente un phénomène complexe et mouvant dont il est impossible d'exclure les éléments sociologiques et politiques qui, du reste, le lestent du poids historique du réel.

Deuxièmement, le nationalisme québécois des années trente et quarante ne peut, selon nous, être confondu avec l'idéologie fasciste même s'il en emprunte «certains tics de langage» pour reprendre l'expression d'Esther Delisle. Au demeurant ce nationalisme qualifié parfois de «radical» ou de «droite» par certains³⁵, de traditionaliste par d'autres³⁶, peut-il être défini comme étant d'extrême droite? Rappelons que ce concept a été forgé pour désigner la naissance, à la fin du XIX^e siècle en Europe, d'une nouvelle droite dite extrême. Cette dernière réunit à la faction la plus réactionnaire des mouvements antidémocratiques — bonapartisme, monarchisme, etc., — des courants issus de la gauche socialiste. L'antisémitisme sert ici de «principe fédérateur»³⁷ pour concilier les forces antagonistes de la droite réactionnaire et de la gauche révolutionnaire. Le nationalisme québécois des années trente réussit-il à composer cette synthèse nécessaire à la formation d'un courant d'extrême droite? À notre avis, le clérico-nationaliste alors dominant dans la société québécoise ne lui ressemble guère. Notons cependant comme l'affirment les auteurs de *L'Histoire du Québec contemporain*³⁸, qu'il n'y a pas un, mais plusieurs nationalismes : libéral, réformiste, conservateur, ultramontain, etc. Il reste donc beaucoup à faire pour mieux comprendre le nationalisme «québécois» dans toute sa complexité.

Troisièmement, l'antisémitisme ne peut être limité à l'étude d'une seule communauté que ce soit au Québec, au Canada ou dans le monde occidental. De plus, il doit absolument être replacé dans son contexte historique. Cela étant dit, il est important de se questionner sur les particularités de l'expression qu'il prend ici. Une piste intéressante, proposée par P. Anctil, devrait être élargie. Les réactions antisémites s'expriment-elles différemment d'une communauté culturelle à l'autre dans le Québec des années trente et même quarante³⁹? Enfin, comment situer le discours du clergé catholique dans la tourmente de l'antisémitisme⁴⁰? Une chose nous paraît certaine : la composante antisémite du discours nationaliste québécois ne suffit pas à l'assimiler au régime mussolinien ou au régime hitlérien. Les nationalistes québécois qui, à l'instar de Groulx, semblent s'inspirer du discours maurassien ne s'inscrivent-ils pas davantage dans un courant idéologique catholique, traditionaliste et conservateur que dans une perspective fasciste? Essentiellement tourné vers le passé, le clérico-nationalisme nous semble difficilement s'apparenter à l'idéologie fasciste.

- Joceline Chabot
et Louis Lafrenière

- ¹ Voir l'article de Luc CHARTRAND, «Dis-moi la vérité! 1930-1945 le mythe du Québec fasciste», *L'Actualité*, 1^{er} mars 1997, p. 20-30.
- ² Julian SAMUEL, *De Lahore à Montréal*, Montréal, Balzac, 1996, 253 pages. Voir la recension du livre par Robert Chartrand dans *Le Devoir*, 21-22 juin 1997, p. D3.
- ³ Pierre Elliot TRUDEAU, «Quand les Canadiens français réclamaient un Mussolini», *Vrai*, 28 juillet 1956.
- ⁴ Pierre GODIN, *René Lévesque, un enfant du siècle*, Montréal, Boréal, 1994. p. 148.
- ⁵ Jacques ROUILLARD, dir., *Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours. Bibliographie commentée*, 2^e éd., Montréal, Méridien, 1993, p. 277-290.
- ⁶ Denis CHOUINARD, *Les Jeune-Canada : un mouvement contestataire des années 1930*, Thèse de M.A. (histoire), Université Laval, 1985, 187 p.
- ⁷ René DUROCHER, «Le Fasciste canadien, 1935-1938», *Idéologies au Canada français 1930-1939*, Québec, PUL, 1978, p. 257-271.
- ⁸ Richard JONES *L'idéologie de l'Action catholique (1917-1939)*, Québec, PUL, 1974.
- ⁹ G.-Raymond LALIBERTÉ, «Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950», *Recherches socio-graphiques*, XXI, 1-2 (janvier-août 1980), p. 55-96.
- ¹⁰ Pensons entre autres aux travaux d'Esther DELISLE, au colloque organisé par l'UQAM dont les actes ont été publiés par R. COMEAU et Luc DESROCHERS (dir.), *Le Devoir : un journal indépendant, 1910-1995*, Sainte-Foy, PUQ, 1996, 368 pages.
- ¹¹ Yves LAVERTU, *L'affaire Bernonville. Le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB éditeur, 1994, 213 pages.
- ¹² Nous retenons particulièrement la présentation de Paul-André LINTEAU et al., *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal compact, 1989, p. 106-127.
- ¹³ L. Groulx, *Vers l'avenir*, oct. 1941, cité dans J.-P. Gaboury, *Le nationalisme de Lionel Groulx. Aspects idéologiques*, Ottawa, U. d'Ottawa, 1970, p. 43.
- ¹⁴ La question a son importance! Si l'on admet que Lionel Groulx est un fasciste, on retient donc que le nationalisme québécois à ses débuts s'inscrit dans la mouvance du fascisme. Les enjeux politiques actuels viennent alors rapidement saper toute réflexion «indépendante».
- ¹⁵ Esther DELISLE, *op. cit.*, p. 23.
- ¹⁶ E. NOLTE, *Les mouvements fascistes. L'Europe de 1919 à 1945*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, 361 pages. Z. STERNHELL, *Ni droite ni gauche*, Paris, Le Seuil, 1983, 470 pages. Pour la critique de ces thèses voir P. MILZA, *op. cit.*, p. 36 et passim.
- ¹⁷ Comme le mentionne Andrée Lévesque, même si l'Action libérale nationale est très sensible aux idées corporatistes, son exclusion des postes clés du nouveau gouvernement de l'Union nationale en 1936 met fin à toute participation politique; Andrée LÉVESQUE, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal-Express, 1984, p. 126-127.
- ¹⁸ A.-J. BÉLANGER, «Les idéologies et leur désert politique», *Idéologies au Canada français 1930-1939*, Québec, P.U.L, 1978, p. 29-39.
- ¹⁹ G.-Raymond LALIBERTÉ, *op. cit.*
- ²⁰ L. ORTIN «Les Jeunes-Canada», *Idéologies au Canada français*, *op. cit.*, p. 215-234.
- ²¹ L'analyse de Denis Chouinard cherche à comprendre le fonctionnement du groupe et ses relations avec l'entourage socio-politique. Voir D. CHOUINARD, «Des contestataires pragmatiques: les Jeune-Canada 1932-1938», *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 40, no 1 (1986), p. 5-28.
- ²² Par exemple, Filippo SALVATORE, *Le Fascisme et les Italiens à Montréal. Une histoire orale*, Montréal, Guernica, 1995, écrit: «Lionel Groulx a tenté de structurer le nationalisme et d'en faire une doctrine. La solution qu'il offrait était le corporatisme, tel qu'énoncé par Salazar et Mussolini», p. 8. Mais n'est-ce pas plutôt en se référant à la doctrine sociale de l'Église (*Rerum Novarum, Quadragesimo anno*) que Groulx prône le corporatisme comme solution à la crise?
- ²³ Fernand DUMONT, «Les années 30 : la première Révolution tranquille», *Idéologies au Canada français 1930-1939*, Québec, PUL, 1978, p. 1-20.
- ²⁴ Selon P. TRÉPANIER, «Quel corporatisme ...», *op. cit.*, il faut distinguer le corporatisme d'État qui mène à l'avènement d'un régime autoritaire et le corporatisme d'association qui serait dominant au Québec durant cette période. Ce dernier s'inspire du principe de la subsidiarité chère à l'Église.
- ²⁵ Robert LAHAISE fait la «petite histoire» de la riposte de l'Église organisée par le père Archambault face à la montée du socialisme. Esdras Minville, Georges-Henri Lévesque et Louis Chagnon commencent par réfuter le programme du CCF dès le mois de mai 1933. Puis, le père Archambault demande à dix laïcs de rédiger le *Programme de restauration sociale expliqué et*

commenté qui sera publié en 1934. Parmi les rédacteurs, nous retrouvons Esdras Minville (professeur à l'École des hautes études commerciales), Philippe Hamel, Albert Rioux (président de l'UCC) et Alfred Charpentier (président du CTCC). Robert LAHAISE, *La fin d'un Québec traditionnel, 1914-1939*, Montréal, l'Hexagone, 1994, p. 141-143.

²⁶ C'est ce qu'affirme Robert COMEAU dans G. GOUGEON, *Histoire du nationalisme québécois. Entrevues avec sept spécialistes*, Montréal, VLB éditeur, SRC, 1993, p. 105-107.

²⁷ Il faut noter ici que selon P. Trépanier, Lionel Groulx désirait une intervention plus efficace de l'État québécois afin de promouvoir l'affirmation nationale des Canadiens français. Mais cette intervention étatique s'inscrit dans une conception de l'État qui demeure celle de la doctrine sociale de l'Église. Dans cette perspective, l'État doit jouer le rôle d'arbitre et suppléer au manque des «corps intermédiaires» de la société. Gilles GOUGEON, *Histoire du nationalisme québécois. Entrevues avec sept spécialistes*, Montréal, VLB éditeur, SRC, 1993, p. 92 et passim.

²⁸ Ce problème a été peu analysé au Québec. Rappelons le récent livre de F. SALVATORE, *op. cit.*, ainsi que l'article de Claude PAINCHAUD et Richard POULIN «Les Italiens au Québec», *Le Québec littéraire*, automne 1988. La question

toutefois semble intéresser des historiens ... de Toronto. L'émission *Les Actualités de Radio-Canada*, du 15 juillet 1997, nous apprenait en effet qu'une équipe de l'université York dirigée par Roberto Perrin poursuivait une étude sur l'internement des Italiens au Québec lors de la Deuxième Guerre mondiale. Des propos de l'émission, on retient que plus de 600 Italiens furent internés. Dès 1935 (l'affaire éthiopienne), la GRC surveillait cette communauté et a identifié quatre organisations liées au fascisme italien (dont 3 000 membres du parti fasciste au Canada).

²⁹ Esther DELISLE, *op. cit.*, p. 26-27.

³⁰ J. LANGLAIS et D. ROME, *op. cit.*

³¹ On peut lire entre autres : *Le Devoir, les Juifs et l'immigration : de Bourassa à Laurendeau*, Québec, IQRC, 1988; *Le rendez-vous manqué : Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, IQRC, 1988. On peut aussi consulter deux entretiens sur le sujet avec A. CHAMPAGNE : «Les Juifs du Québec 1900-1939» et «Réponse à Esther Delisle sur l'antisémitisme», André CHAMPAGNE, *Le Québec contemporain*, Québec, Septentrion, 1995, p. 25-40 et 55-68.

³² E. DELISLE, *op. cit.*, p. 19.

³³ Sur l'analyse de discours on consultera avec profit les travaux de Marc NGENOT entre autres,

son texte intitulé : *Ce que l'on dit des Juifs en 1889. Antisémitisme et discours social*, Montréal, Cahier de recherche du CIEE, no 6 (Octobre 1984).

³⁴ A. LÉVESQUE, *op. cit.* p. 122.

³⁵ D. ROME, J. LANGLAIS, *op. cit.*, p. 154.

³⁶ Voir à ce sujet la synthèse de Fernande ROY *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, coll. Boréal Express, 1993, p. 83-88.

³⁷ Voir l'étude de M. WINOCK, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, coll. Points Histoire, 1982., p. 141.

³⁸ P.-A. LINTEAU et al., *op. cit.*, p. 114.

³⁹ Pierre ANCTIL dans A. CHAMPAGNE, *op. cit.*, p. 36-37.

⁴⁰ Pierre ANCTIL présente un commentaire très pertinent sur le sujet dans sa recension du livre de Georges PASSELECOQ et Bernard SUCHECKY, *L'Encyclique cachée de Pie XI. Une occasion manquée de l'Église face à l'antisémitisme*, Paris, Éditions La Découverte, Collection l'espace de l'histoire, 1995, 321 pages. Voir «L'Église et la question juive durant la guerre», *Relations*, no 622 (juillet-août 1996), p. 185-187.

HISTOIRE DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE

HISTOIRE DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE constitue une nouvelle approche de l'histoire de la civilisation occidentale. Le livre se divise en trois parties. La première introduit les définitions et les concepts préalables à toute histoire de l'Occident. La deuxième, comprenant quatre chapitres se rapportant aux quatre grandes divisions de l'histoire de l'Occident (Antiquité, Moyen Âge, Temps modernes, Période contemporaine), permet d'établir le cadre spatiotemporel de l'évolution de la civilisation occidentale. Quant à la troisième partie de l'ouvrage, elle reprend l'histoire de l'Occident à partir de thématiques telles que l'organisation économique (le capitalisme, le socialisme...), l'évolution du système politique (de la monarchie à la démocratie), l'histoire des arts, des sciences et des techniques, l'Occident et le XXI^e siècle...

Cet ouvrage est un livre complet, en ce sens qu'il aborde toutes les grandes questions de l'histoire de l'Occident, des origines au XXI^e siècle. Inédit par son approche originale, cet ouvrage, à la fois livre de référence et manuel, répond aux objectifs de l'enseignement de l'histoire au niveau collégial.

Yves Tessier

438 pages

GUÉRIN DOSSIERS COLLÉGIAUX

4501, rue Drolez
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923
Adresse Internet: <http://www.guerin-editeur.qc.ca>
Courrier électronique: francel@guerin-editeur.qc.ca

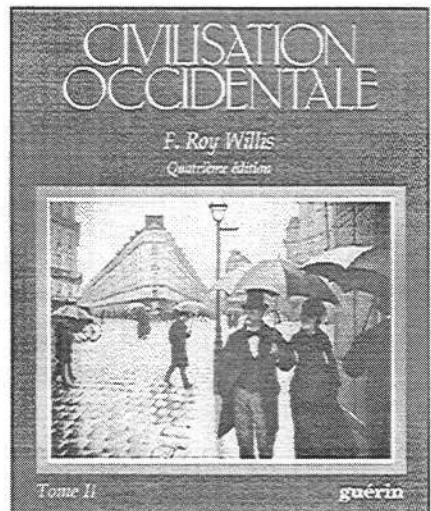
CIVILISATION OCCIDENTALE

HISTOIRE

F. Roy Willis

QUATRIÈME ÉDITION — TOME II

Peu de domaines ont progressé aussi rapidement et à l'intérieur d'une aussi courte période que l'histoire des femmes. Dans cet ouvrage, je me suis efforcé d'incorporer dans la principale trame narrative la majorité des publications les plus récentes traitant de la question féminine. Ce livre a pu bénéficier des nombreux articles et monographies parus à ce sujet depuis 1981, ainsi que des progrès tout aussi significatifs réalisés dans ce domaine, visant à constituer un cadre, ou principe organisateur, pour la recherche actuelle et future. L'un des principaux objectifs du présent manuel est donc d'élargir et d'approfondir nos connaissances sur l'expérience des femmes dans la civilisation occidentale.



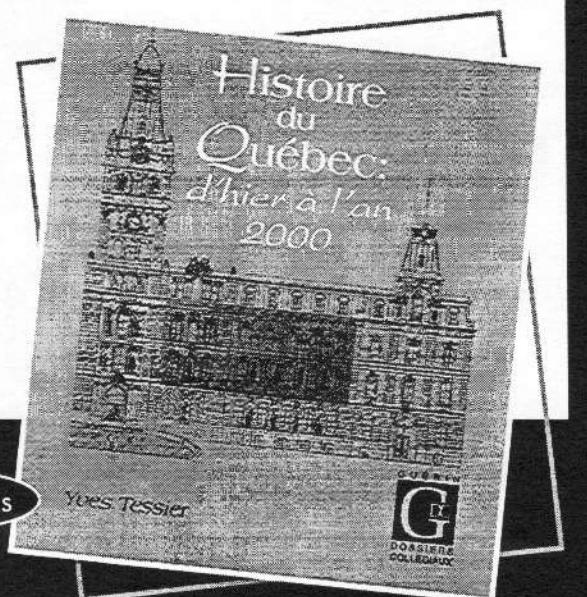
TOME I — 477 pages

TOME II — 508 pages

Histoire du Québec: d'hier à l'an 2000

YVES TESSIER

Histoire du Québec: d'hier à l'an 2000 est un livre complet: en ce sens qu'il aborde les principales questions de l'histoire québécoise. Il est aussi original par l'approche rétrospective qu'il propose et nouveau par les questions qui y sont traitées ainsi que par la façon dont elles le sont. L'auteur introduit une nouvelle périodisation et apporte un nouvel éclairage notamment sur l'évolution des nationalismes, les relations fédérales-provinciales ainsi que sur la rivalité entre les différentes métropoles: Québec, Montréal, Toronto. Les questions débattues le sont non seulement dans le contexte québécois mais aussi dans les contextes nord-américain et occidental. Cette approche du genre systémique est une autre caractéristique importante de ce livre.



312 pages



GUÉRIN Montreal
Toronto

4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada

Téléphone: (514) 842-3481

Télécopieur: (514) 842-4923

Adresse Internet: <http://www.guerin-editeur.qc.ca>
Courrier électronique: francel@guerin-editeur.qc.ca

Débat

LA VISION HOLLYWOODIENNE DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE AU COURS DU XX^e SIÈCLE

Pour une certaine analyse historique du cinéma américain

Pour l'historien, l'étude des sources est un élément fondamental dans l'accomplissement de son métier. Le cinéma en est une que nous avons toujours négligée, argumentant que ce n'était qu'un art du divertissement et non un élément important à la compréhension de notre société. Pourtant, le cinéma cache derrière sa fiction toute une vision sociale qui peut nous éclairer grandement sur les méandres complexes de la civilisation occidentale. Partant de cet état de fait, l'étude du Cinéma hollywoodien devient donc une mer d'informations pertinentes.

Avant d'entrevoir le cinéma hollywoodien par tranches de décennies, entre les années '10 et les années '90, nous devons examiner les liens qui existent entre le domaine du cinéma et celui de la politique. Existe-t-il des contacts importants entre ces deux mondes?

Certes, l'industrie cinématographique a toujours veillé jalousement à son indépendance – Ses capitaux sont privés. Mais cette autonomie financière n'a pas empêché l'instauration de connexions étroites entre Hollywood et le gouvernement américain, en dehors des périodes de guerre où cette entente allait de soi. On peut même affirmer que l'industrie cinématographique dépend de trois pôles : New York pour l'aspect financier, Hollywood comme lieu de production et de création, et Washington comme instance de protection et de surveillance.'

En fait, comme nous venons de le voir, Hollywood et Washington naviguent dans la même direction, principalement parce que les deux institutions y voient des avantages notoires. Washington dans un but clair d'effectuer une propagande directe ou indirecte et Hollywood pour s'assurer une stabilité commerciale et financière.

1917 à 1929

Avant 1917, le cinéma américain, média relativement jeune, intéresse plus ou moins les autorités politiques et demeure, dans sa forme comme dans son contenu, très progressiste.

Cette situation va changer lors du premier conflit mondial. Washington verra dans ce nouveau médium un outil intéressant pour promouvoir ses visions politiques. Les Américains partent en guerre en avril 1917, c'est l'occasion d'inciter fortement Hollywood à se « joindre à l'effort de guerre ». Les films à tendances pacifiques, ou qui inciteraient les États-Unis à ne pas intervenir en Europe, sont interdits.

Lorsque la paix revient en 1918, le carcan guerrier se retire, mais il demeure malgré tout une nette coopération entre Washington et Hollywood. D'ailleurs, le cinéma hollywoodien va sortir de cette guerre carrément transformé. Un regard conservateur, pour ne pas dire rétrograde, surgira et balayera le progressisme d'autan. Hollywood, à partir de cette date, joue le jeu de Washington et adopte la ligne officielle du parti politique au pouvoir.

Bizarrement, à partir de ce moment, un nouvel ennemi se dessine, issu de la Révolution russe : le communisme. Par l'application de la doctrine marxiste, l'*"American Way of Life"* se sent attaquée dans ses tripes, c'est-à-dire dans sa structure économique, le capitalisme. Ceci se matérialisera notamment par les « *Americanization films* », ces films sont produits de propagande anti-bolchevique demandés par le secrétaire de l'Intérieur sous le gouvernement de W. Wilson à d'importants producteurs d'Hollywood.

Les années 1930

La crise gagne maintenant le cœur de l'Amérique. La pauvreté étend ses tentacules partout. Ces événements provoquent une bipolarisation politique, peut-être moins

importante que celle vécue en Europe, mais tout de même suffisante pour que la popularité du parti socialiste américain atteigne un sommet qu'il ne reverra plus jamais. Même chose du côté de l'extrême droite. Pour sa part, Hollywood, fidèle aux partis au pouvoir, passera sous silence ces « débordements idéologiques » pour ne promouvoir que la richesse et la démesure.

C'est à ce moment-là qu'apparaissent les premières superproductions historiques (Cecil B. De Mille) et les comédies musicales, où le luxe, la richesse et l'immensité des décors sont là pour faire oublier la crise à des millions d'Américains. Le cinéma hollywoodien devient, avec la crise, bien sûr un outil de divertissement, mais aussi un outil de diversion politique. L'on chasse la réalité misérable par un imaginaire idyllique.

Au niveau de la politique extérieure américaine, l'isolationnisme, mieux connu sous l'appellation de la doctrine Monroe, fait rage. À l'exception de la courte intrusion dans la guerre et d'un anti-bolchevisme sommaire (plus apte à le repousser hors de ses frontières qu'à véritablement l'enrayer), la scène internationale est presque déserte par les Américains. Ceci se retrouve aussi dans leur cinéma.

Nous pouvons également noter que l'Amérique s'empresse de rejeter les films jugés trop à gauche plus rapidement que ceux jugés trop à droite. Ce fut le cas à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les milieux politiques ont réagi vivement à l'endroit de réalisateurs d'origine européenne travaillant aux États-Unis, tels Hitchcock, Fritz Lang ou Chaplin, qui ont pris partie, à leur avis, un peu trop vivement contre le nazisme. (Hitchcock : *Foreign correspondent* [1940], Lang : *Man Hunt* [1941] et Chaplin : *The Great Dictator* [1940]).

Les années 1945 à 1960

L'Anti-communisme

L'après guerre est marquant pour l'anti-communisme. Entre les années 1948 et 1952, l'on compte pas moins d'une quarantaine de films sur le sujet. Mc Carthysme oblige. La période Mc Carthyste est probablement la période « politique » du cinéma hollywoodien la plus connue. Mc Carthy, sénateur républicain, a développé substantiellement la paranoïa américaine face au communisme, en y voyant des complots partout, en particulier à Hollywood. Comme le dit Noam Chomsky :

l'anti-communisme a constamment été un instrument de contrôle aux États-Unis – le



«*The Iron Curtain*» (Le Rideau de fer) de W. Wellman (1948)

Mc Carthysme à Hollywood a prouvé son efficacité pour engendrer la docilité – c'est-à-dire une composante essentielle du contenu idéologique des films commerciaux.²

Cette répression et ce désir de docilité de la part des autorités fédérales sur Hollywood s'explique par le fait que certaines réalisateurs étaient perçus comme un peu trop libéraux d'esprit, ce qui ne convenait pas à la droite américaine. Fait à noter, on oublie souvent de préciser que sur l'autre versant politique, d'autres réalisateurs et acteurs, tels que Walt Disney et John Wayne, pour ne citer que ceux-là, vont oeuvrer pour la promotion de l'anti-communisme. Un des scénarios classiques de cette période est le film d'espionnage *The Iron Curtain* (W. Wellman, 1948), où le méchant espion qui passe incognito, à l'exception de son vilain accent russe, essaie d'endoctriner les plus faibles...

Un autre scénario anti-communiste répandu durant les années '50, prend racine dans la réalité politique de l'époque : la conquête de l'espace. La science fiction devient un nouveau sujet intéressant et rempli de possibilités. Le jeu est facile : des monstres hostiles venus de l'espace envahissent le monde et surtout les États-Unis et le « monde libre ». Les Américains finissent par vaincre, in extremis l'ennemi, qui est généralement de couleur rouge, par la prière³ ou par la force.

Les années 1960

Les années 1960 sont des années charnières entre les années 1950, conservatrices et de

suprématie, et les années 1970, années de remises en question aux niveaux politique et social. Suivant les lois du marché, Hollywood se doit de satisfaire toutes les tendances à la mode. C'est pourquoi, à un certain niveau, l'on peut percevoir les années 1960 comme étant en continuité avec la décennie passée avec ses westerns, ses films de gangsters et son cinéma historique (l'empire romain devenant l'empire américain); c'est aussi la naissance d'une nouvelle garde qui commence à s'interroger sur le sort de l'Amérique, de ses valeurs et de ses actions.

À partir de 1965, pour une première fois, Hollywood se plie à un cinéma qui a plus tendance à favoriser un certain cinéma «d'auteur» plutôt qu'un cinéma de «style», marque de commerce du cinéma hollywoodien depuis la Première Guerre mondiale. Malgré tout, dans les studios californiens, tout n'est pas permis. Des balises sont maintenues: Par exemple, la critique sociale existe, mais elle ne doit pas remettre en question les cadres de l'*American Way of Life*. Elle doit seulement relever des injustices parcellaires et circonscrites. On ne critique pas le capitalisme, mais on constate une certaine pauvreté, celle-ci n'étant jamais permanente et répandue, mais locale et réversible. Toujours, justice sera faite à la fin du film. L'espérance et la facilité à résoudre les problèmes, banalise la critique initiale.

Les années 1970

Durant les années 1970, les retombées du «Peace and Love» commencent à se faire sentir. Les jeunes idéalistes issus du baby-boom envahissent le marché du travail et apportent avec eux une vision sociale-démocrate héritière du *New Deal* de Roosevelt et de la politique sociale de Kennedy. Hollywood flaire le filon et exploite ce créneau plus que jamais.

Le cinéma américain se met de nouveaux habits, reléguant aux oubliettes son vieux costume conservateur et traditionnel pour enfiler les jeans et le veston sport. Des films politico-sociaux prennent l'affiche, à commencer par *All the President's Men*, réalisé par Alan Pakula avec Robert Redford et Dustin Hoffman,



«*All the President's men*» (Les hommes du Président) (1976) d'Alan Pakula.

incarnant les rôles des deux journalistes du *Washington Post* qui ont découvert les dessous de l'affaire du Watergate. D'autres films, tels *Taxi Driver* (1976) de Martin Scorsese ou encore *The Godfather I et II* de Coppola (1972-75), délaissent un peu la politique pour se concentrer sur la critique sociale.

Quoi qu'il en soit, l'Amérique est plus que jamais repliée sur elle-même et panse ses blessures multiples. Blessures internes provenant du Watergate et de la crise sociale issue des années '60, et blessures externes provenant de la déconfiture de la Guerre du Vietnam. Durant cette décennie, l'Amérique en a « plein les bras » et est bien trop torturée pour s'intéresser au reste du monde. Il va falloir bizarrement attendre les années 1980 et le durcissement des relations Est-Ouest, pour voir réapparaître les relations internationales dans le cinéma hollywoodien.

Les années 1980

Durant les années 1980, le réaganisme fait tache d'encre. La droite triomphaliste et le conservatisme sous toutes ses formes reviennent à la mode. Hollywood ne fait pas exception à la règle. Comme Reagan essaie d'effectuer un retour aux années 1950, Hollywood écarte son cinéma « d'auteur » pour revenir à la vieille formule du cinéma « de style », le plus manichéen et le plus agressif possible.

Nous en avons eu un avant-goût quelques années plus tôt lors de la sortie en salle du film *Capricorn One*, (P. Hyans, 1978), véritable attaque en règle de l'administration Carter. Ce film raconte l'histoire d'un gouvernement fictif (démocrate) qui triche le peuple américain (sacrilège) en simulant en studio cinématographique un vol sur Mars. Cette administration fictive a organisé cette mise en scène en raison du manque d'argent à investir dans de véritables programmes spatiaux. Ce film nous entend ainsi que Washington investit trop dans ses programmes sociaux. Moraliste, la sociale-démocratie empêche la société de se développer et d'atteindre la « nouvelle frontière » si chère à l'imaginaire américain et, par le fait même, menace les États-Unis de se faire dépasser par les Soviétiques.

Le retour de l'anti-communisme

Face à l'espace international, les studios californiens, en concordance avec les discours de Reagan, se relancent dans le tourbillon de l'anti-communisme primaire. Un exemple éloquent de cette « nouvelle » vision est le film *Rocky IV* (Sylvester Stallone, 1985). Un boxeur américain

se bat contre un homme-machine (bourré de stéroïdes) et fabriqué de toutes pièces par les Soviétiques.

Comme durant les années 1950, l'anti-communisme américain ne repose ni sur une critique idéologique, ni sur les failles du système soviétique, mais bien plus sur la peur que le marxisme franchisse l'Atlantique. Donc, toutes les critiques servent à remettre en relief les acquis américains qui seraient à jamais perdus si une idéologie révolutionnaire l'emportait.

et mèmes des bases militaires, ceci en échange d'une supervision très étroite des scénarios et de l'idéologie véhiculée par les films. Les buts de l'armée américaine étaient de réhabiliter son image après le désastre de la guerre du Vietnam, ainsi que de faire une véritable promotion de son institution.

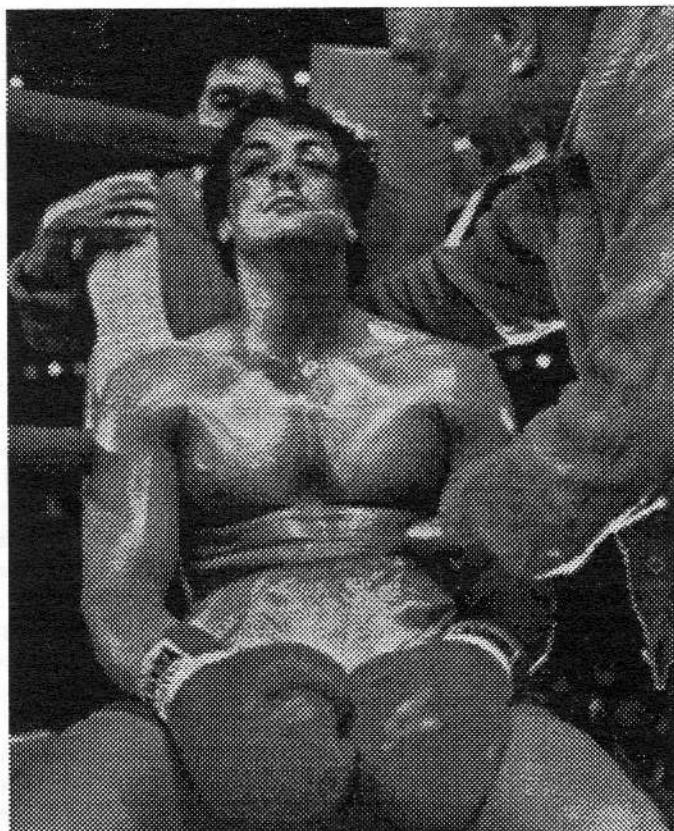
Le héros solitaire, mais malgré tout politisé

Certains films utilisent une machine monumentale comme l'armée américaine, d'autres un simple héros solitaire. Des baroudeurs de cette espèce, pouvant être décrits par l'expression courante « gros bras, petites têtes », le cinéma hollywoodien des années 1980 en verra naître plus d'un. Comme si l'intelligence n'avait plus sa place, les négociations avec les communistes ne sont plus nécessaires, ni même encouragées. Non, il faut, dans la lignée du discours républicain, écraser l'ennemi le plus violemment possible verbalement pour les politiciens, physiquement par les soldats. Chuck Norris et Arnold Schwarzenegger (qui, en passant, ont participé à la campagne électorale de George Bush) vont

ressortir, comme leur cousin Sylvester Stallone, le vieux spectre de l'envahisseur soviétique, ou encore chinois. Leur courage, leur détermination et toutes les autres qualités requises pour être un super héros, les aideront à vaincre le mal où qu'il soit et par n'importe quels moyens.

Le Vietnam

En 1979, Francis Coppola ouvre le bal du retour d'un vieux genre cinématographique, le film de guerre. *Apocalypse Now*, véritable « opéra » de l'ère moderne, est le premier d'une série de films, pas toujours très bien réussis, qui traitent de ce sujet. (*Platoon* (O. Stone, 1986), *Full Metal Jacket* (S. Kubrick, 1987), *Born on the Fourth of July* (O. Stone, 1989), *Rambo I et II* (First



La série des films à succès «Rocky» commence en 1976 pour terminer en 1989.

L'intervention de l'armée

L'anti-communisme peut aussi prendre des proportions incroyables, lorsque le Pentagone décide de se transformer en co-producteur de films. Ceci démontre bien à ceux qui en doutent encore, que des liens existent entre Hollywood et Washington. Ces interventions sporadiques, il faut bien le noter, concernent principalement certains films de guerre tournés durant les années 1980 et 1990. Citons entre autres, les films : *Top Gun* (T. Scott, 1986), *Casualties of War* (Brian De Palma, 1989) et *Good Morning Vietnam* (B. Levinson, 1988), qui ont été co-produits par l'armée américaine. Cette dernière prêtait de l'équipement militaire (partant des carabiniers jusqu'aux avions F-18), des soldats,

Blood et La mission de T. Kotcheff et G. Cosmatos avec S. Stallone, 1982-85) pour ne citer que ceux-là.

Nous pouvons entrevoir deux buts réels à ce genre cinématographique. Le premier, plus critique, essaie de comprendre la défaite du Vietnam, alors que le second consiste plutôt à récupérer et regagner au cinéma, une guerre perdue dans la réalité. La Guerre du Vietnam a été un véritable psycho-drame pour les soldats, mais aussi pour le peuple américain. Jamais avant cette date, les États-Unis n'avaient subi la défaite. Pendant les années 1970, à l'écran, le sujet est presque tabou, mais durant la décennie suivante, le traitement cinématographique devient presqu'une thérapie collective. De façon peu subtile, le film *Rambo - La mission* incarne bien cet élément. Nous pouvons résumer l'intrigue comme suit : Un «super» soldat américain a comme mandat d'aller rechercher, plus de 10 ans après la fin de la guerre, des prisonniers américains torturés par des méchants vietnamiens, communistes bien entendu. Rambo réussira seul (héros solitaire) sa mission et gagnera à sa façon la guerre du Vietnam.

Les années 1990

Le cinéma hollywoodien des années 1990 est en manque d'un élément important : un ennemi. Comme vous le savez, l'Union Soviétique s'écroule et ne peut plus représenter dans l'imagination américain « les forces du mal » d'autan-

Les scénaristes ont eu à se creuser la cervelle afin de trouver quelques alternatives au vacuum actuel. La première et la plus simple solution consistait à mettre en scène des scénarios se situant dans les années 1980, donc d'effectuer un retour dans le temps. (*The Hunt for Red October*, J. McTiernan, avec S. Connery, 1990). Ce truc de passe-passe n'ayant pu être que temporaire, il a donc fallu trouver autre chose.

Un autre scénario possible était de trouver un nouvel ennemi. L'actualité internationale s'est développée beaucoup depuis la fin de la Guerre Froide, la théorie des deux blocs laissant place à une multiplicité de conflits et d'enjeux régionaux fort divers. Mais quel conflit régional serait suffisamment «important» pour sortir les États-Unis de leur torpeur isolationniste? Il faut, comme dans le cas de l'espionnage soviétique durant la Guerre Froide, raviver la paranoïa de la perte de la Souveraineté nationale. Si cette corde sensible est atteinte, les États-Unis se croiront en droit d'intervenir. Et qu'est-ce qui menace le plus la souveraineté américaine que le terrorisme?

C'est donc le terrorisme de tout acabit qui deviendra la nouvelle proie des scénaristes hollywoodiens de l'après-guerre froide. Dès 1988, la série des *Die Hard* (J. McTiernan, 1988), *Die Hard 2 Die harder* (R. Harlin, 1990) *Die Hard with a Vengeance* (J. McTiernan, 1995) avec Bruce Willis exploite ce nouveau filon. Les causes du terrorisme sont très variées et ont peu d'importance pour le public américain⁵. Nous avons droit au terrorisme russe d'extrême-droite dans *Air Force One* (W. Petersen avec H. Ford, 1997) et dans *Peacemaker* (M. Leder avec G. Clonney, 1998), à celui de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) dans *Patriot Games* (P. Noyce avec H. Ford, 1992), au terroriste allemand de *Die Hard*, terroriste qui n'a rien à voir avec la Bande à Baader et qui se révèle être une fausse cause pour couvrir un immense cambriolage et, finalement, pour ne citer que ceux-là, au roi du terrorisme Carlos dans *The Assignment* (coproduction canado-américaine de C. Duguay, 1997). Ce qui importe dans le récit, c'est l'angle de l'agressé et non celui de l'agresseur. Comment le peuple américain doit-il régir devant la dynamique d'une attaque terroriste sur son territoire? Bien entendu, inspiré fortement de la politique de la Maison Blanche, la vision américaine sera de ne jamais négocier, ni céder devant les terroristes, ce qui donnera comme produit fini des films d'action qui se termineront par la mort des méchants terroristes, non pas parce que leurs causes étaient justes ou injustes, mais parce qu'ils ont osé s'attaquer au territoire américain.

Conclusion

En conclusion, nous pouvons constater que le cinéma américain est un cinéma qui ne regarde la scène internationale que pour mieux se contempler. Le cinéma hollywoodien est là pour divertir, pour rassurer, mais aussi pour promouvoir l'*American Way of Life*.

Si, dans un film, il est question d'autres nations, c'est généralement pour mieux les caricaturer et les mettre en comparaison permanente avec la nation américaine. Seul le nationalisme américain est valable, toute autre forme de démonstration de fierté nationale à l'extérieur des États-Unis étant perçue par les Américains comme de l'extrémisme.

Le cinéma américain est aussi là pour effectuer une propagande aveugle de la politique américaine. Que ce soit pour faire la promotion de ses institutions (Armée) ou pour s'attaquer à ses ennemis (communisme, terrorisme), le cinéma devient un véhicule médiatique sans commune mesure dans l'histoire.

Le cinéma hollywoodien en est donc un qui fascine, mais aussi qui nous enrage pour son machisme primaire. En fait, il n'est rien d'autre qu'un certain reflet de l'histoire américaine du XX^e siècle.

André Yelle (Saint-Laurent)

Merci aussi à

- **Yves Picard**,

professeur de cinéma au
Cégep de Saint-Laurent.

Bibliographie sommaire

BIBAUD, Anne-Marie. *Hollywood et le Rêve américain cinéma et idéologie aux États-Unis*, Paris, Masson, 1994, 248 p.

BOURGET, Jean-Loup. *Le cinéma américain (1895-1980)*, Paris, Presses universitaires de France, 1983, 263 p.

ROYOT, Daniel. *Hollywood*, Paris, PUF, 1992, 125 p. (coll. Que sais-je?)

FERRO, Marc. *Film et Histoire*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences sociales, 1985, 161 p.

¹ BIBAUD, Anne-Marie, *Hollywood et le Rêve américain - Cinéma et idéologie aux États-Unis*, Masson, Paris, 1994, p. 93.

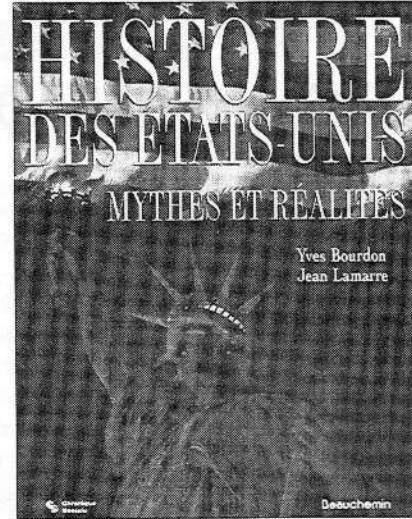
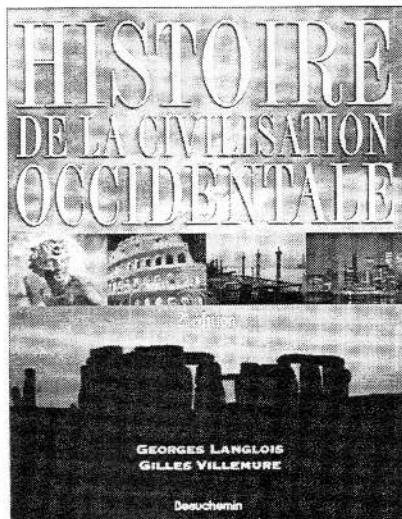
² CHOMSKY, Noam et HERMAN, Edouard, *Manufacturing Consent The Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon Books, 1988, p. 82.

³ Le christianisme «américain» affrontant l'athéisme «soviétique».

⁴ D'origine italienne, issu de classe populaire, et qui, à force de persévérance et de déterminisme, a atteint la richesse et la gloire (incarnation du rêve américain).

⁵ Par contre, dans un monde où la rectitude politique prime devant tout, il n'est pas étrange de ne voir que des causes occidentales. Jamais nous ne verrons des films portant sur le terrorisme islamique, ceci probablement afin de ne pas froisser le monde musulman.

*L'*histoire qui s'écrit chez Beauchemin depuis 156 ans



HISTOIRE du QUÉBEC À PARAÎTRE AOÛT 98

Les auteurs Yves Bourdon et Jean Lamarre, déjà connus pour leur manuel « HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS », vous présentent un manuel précieux pour l'enseignement du cours FONDEMENTS HISTORIQUES DU QUÉBEC CONTEMPORAIN.

Le manuel traite de l'histoire coloniale du Québec, des origines jusqu'à 1850, et se consacre par la suite au développement socio-économique et politique du Québec du milieu du XIX^e siècle à nos jours.



Groupe **Beauchemin**, éditeur ltée

3281, avenue Jean-Béraud, Laval (Québec) Canada H7T 2L2

Téléphone : (514) 334-5912 • 1 800 361-4504 • Télécopieur : (514) 688-6269

<http://www.beaucheminediteur.com>



Deux expériences pédagogiques autour du film *Daens*, de Stijn CONINX

Nous utilisons le film *Daens*, du belge Stijn CONINX, depuis quelques années déjà dans le cadre du cours d'*Histoire de la civilisation occidentale*. Cette année, en nous inspirant de la formule proposée par nos collègues Francine Gélinas et Georges Langlois, du cégep Montmorency, nous avons décidé de faire travailler nos élèves sur le film et sur un document historique, l'encyclique *Rerum novarum*.

Le film

Daens raconte l'histoire de l'abbé Adolf Daens, jésuite, dans une ville ouvrière de Belgique, Alost, au cours de l'année 1893. Alost est une petite ville industrielle, non loin de Gand et de Bruxelles, où les usines de textile sont le cadre d'une exploitation ouvrière presqu'inhumaine. Là, des hommes, des femmes et des enfants subissent la «loi d'airain du capital» et doivent endurer de pénibles conditions de travail, voire même des baisses de salaire, sans compter les punitions, les amendes, voire même les agressions du contremaître. Aussitôt arrivé à Alost, Daens dénonce ces conditions de travail et appelle à une application intégrale des préceptes de l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII (1891). C'est sans compter avec M. Woeste, qui dirige le conseil du patronat et le parti le plus conservateur de Belgique, justement nommé le parti catholique.



Daens fonde alors un parti social-chrétien qui le mène au parlement, profitant de l'introduction du suffrage universel (plural) en Belgique à la suite d'une grève générale des ouvriers. Il reçoit l'appui des socialistes et des libéraux contre les catholiques, ce qui le place dans une situation intenable aux yeux de l'épiscopat et du pape, sans compter que le roi, Léopold II, et la bourgeoisie belge ne peuvent supporter ce trouble-fête. Rome lui ordonnera de choisir entre la soutane et la défense des intérêts des ouvriers: inutile de dire que ce dernier sera démis de ses fonctions de prêtre mais qu'il continuera d'œuvrer auprès des ouvriers d'Alost et de Belgique au cours d'un second mandat, jusqu'en 1907.

Le film est donc extrêmement riche pour un cours d'histoire du XIX^e siècle: les questions économiques (la révolution industrielle, les crises), idéologiques (le socialisme, le libéralisme, la religion catholique), sociales (la condition ouvrière, la bourgeoisie, l'oppression spécifique des femmes et des enfants, l'urbanisation, le logement ouvrier, l'insalubrité), et politiques (le suffrage universel, la monarchie, les partis libéraux, social-chrétien et catholique) y sont abordées avec beaucoup de nuances et avec des images, une musique et une mise en scène qui concourent à faire de ce film un chef-d'œuvre.

Un travail préparatoire

Visionner *Daens*, c'est d'abord se préparer sur la révolution industrielle, le libéralisme, le socialisme et l'encyclique *Rerum novarum*. Cela se traduit par des lectures dans un manuel et des recherches dans un dictionnaire d'histoire, une encyclopédie et même un atlas géo-historique. Le tableau 1 fournit la liste des questions posées à Lionel-Groulx et à André-Laurendeau.

6. Qu'est-ce que le suffrage universel et quand fut-il adopté en Belgique? En Angleterre? Au Canada? Au Québec?
7. Faites une courte notice sur Alost.
8. Reproduisez une carte de la Belgique (seulement les contours de la Belgique actuelle dans n'importe lequel atlas ou dictionnaire) et situez: Bruxelles, Alost et Gand.

À André-Laurendeau

Le travail consistait à produire un lexique en utilisant des encyclopédies ou des dictionnaires historiques, en plus du manuel utilisé et d'un article sur la Belgique provenant de l'encyclopédie *Universalis*. Il fallait ainsi définir les termes suivants:

- Encyclique *Rerum Novarum* (définissez d'abord ce qu'est une encyclique puis expliquez plus précisément ce qu'est *Rerum Novarum*);
- Léon XIII (indiquez qui il est, son rôle, la période);
- suffrage censitaire;
- suffrage universel;
- libéralisme;
- socialisme.

Il fallait ensuite rédiger un texte de 4 à 5 pages et présenter:

- 1) le contexte économique qui prévaut en Europe au XIX^e siècle (cela inclut les aspects technologiques);
- 2) les conditions de travail des ouvriers et plus précisément des femmes ouvrières;
- 3) le contexte politique, économique et social en Belgique dans la seconde moitié du XIX^e siècle et, plus précisément, pendant la période où se déroule le film (1893).

Tableau 1

Liste des questions du travail préparatoire au visionnement de *Daens*

À Lionel-Groulx

Il fallait produire un premier texte de 5 pages en répondant à certaines questions. Nos collègues Langlois et Gélinas proposaient des questions sur le site Internet du collège Montmorency (voir l'encadré): nous les avons adoptées avec de légères modifications.

1. Qui était Léon XIII?
2. Qu'est-ce que l'encyclique *Rerum Novarum*?
3. Qu'est-ce que le libéralisme au XIX^e siècle?
4. Qu'est-ce que le socialisme et le communisme au XIX^e siècle?
5. Décrivez brièvement la condition ouvrière au XIX^e siècle?

Un deuxième travail pratique

Après le visionnement du film en classe (deux heures vingt minutes, environ) nous avons ensuite posé des questions, après avoir distribué des extraits de l'encyclique *Rerum novarum* portant sur la

dignité de la condition ouvrière, le caractère naturel de l'existence des classes sociales, la fausseté du socialisme comme solution, etc. Il nous paraissait essentiel de combiner le visionnement avec la lecture d'un texte d'époque, écrit dans un langage propre à celui de l'Église au XIX^e siècle.

Tableau 2 Questions posées à Lionel-Groulx

- 1- Expliquez comment l'encyclique *Rerum novarum* conçoit les rapports entre les classes sociales et appuyez vos propos d'exemples tirés du film.
- 2- Quelles sont les stratégies employées par le patronat belge afin de diminuer les salaires dans l'industrie textile?
- 3- Pourquoi la commission d'enquête est-elle instituée en Belgique ? Faites un parallèle avec le Québec au cours de la même période (fin du XIX^e siècle).
- 4- Pourquoi l'abbé Daens doit-il quitter la vie politique, même s'il a été élu ? Cela a-t-il quelque chose à voir avec la position de l'Église catholique à propos du socialisme telle qu'exprimée dans l'encyclique *Rerum novarum* ?
- 5- Expliquez la bataille pour le suffrage universel en Belgique : comparez la stratégie et les objectifs des socialistes, des libéraux et des catholiques à cet égard.

Questions posées à André-Laurendeau

- 1- En vous appuyant sur l'encyclique *Rerum Novarum* et sur le contenu du film, expliquez en quoi le socialisme n'est pas une solution aux misères des travailleurs, selon l'Eglise catholique.
- 2- Expliquez comment l'Eglise, dans *Rerum Novarum*, conçoit



les rapports entre les classes sociales et appuyez vos propos sur des exemples tirés du film.

3- La situation qui existe à Alost au moment de l'arrivée de l'abbé Daens n'est pas conforme à la position prise par le Pape dans *Rerum Novarum*, à bien des égards. Commentez les éléments suivants en vous appuyant sur l'encyclique et sur des exemples tirés du film.

- position du Pape concernant l'intervention de l'Etat quant au sort des ouvriers en général vs situation à Alost;
- position du Pape concernant le travail des femmes et des enfants vs situation à Alost;
- position du Pape concernant les intérêts physiques et corporels du travailleur vs situation à Alost.

4- Pourquoi la commission d'enquête est-elle instituée en Belgique ?

5- Pourquoi l'abbé Daens doit-il faire un choix entre la vie religieuse et la vie politique ?

Un bilan provisoire

L'ensemble de l'activité est très enrichissante pour nos élèves: recherche préliminaire dans des encyclopédies et dictionnaires historiques, lecture et prise de notes dans des manuels, visionnement et «analyse filmique» sommaire, rédaction de textes, transfert de connaissances entre la situation belge et celle qui prévalait au Canada à la fin du siècle dernier, etc.

Cette activité entraîne plusieurs retombées dans la classe, lors de certains cours en particulier, notamment les exposés sur la

révolution industrielle, le colonialisme (quelques allusions au Congo belge dans le film), le mouvement démocratique et le suffrage universel, la condition des femmes (exploitation spécifique, famille, sans parler d'une scène de viol impliquant le contremaître de l'usine), etc. Tout se passe comme si le film réussissait à rejoindre les élèves et à leur parler, ne serait-ce que parce que le réalisateur a mis en scène un amour naissant entre un jeune militant socialiste et Nette, une ouvrière de l'usine.

Une expérience à poursuivre et à enrichir, donc. Signalons, en terminant, qu'un livre sur l'exploitation pédagogique de ce film est disponible en Belgique. Nous devrions le recevoir d'ici peu et pourrons en faire une recension dans un prochain numéro du *Bulletin de l'APHQ*.

- **Danielle Nepveu**
(André-Laurendeau)
- **Bernard Dionne**
(Lionel-Groulx)

Sites Internet pertinents

- Le CD-ROM de la musique du film Daens
<http://www.maestro-brosse.be/en/daens.html>
- Un autre type de travail sur Daens
<http://educaumedia.com.ucl.ac.be/cem/Prop10.html>
- Het volk: prêtre Daens (photo de l'abbé Adolf Daens)
<http://www.hetvolk.be/fr/alginfo/daens2.htm>
- Het Volk: priester Daens
<http://www.hetvolk.be/fr/alginfo/daens.htm>
- Internet Movie Database (Pour une description technique du film)
[http://us.imdb.com>Title?Daens+\(1992\)](http://us.imdb.com>Title?Daens+(1992))
- Cégep Montmorency, Francine GÉLINAS et Georges LANGLOIS (qui ont créé l'exercice sur Daens)
<http://www.cmontmorency.qc.ca/sdp/histg/daens.html>
Pour commander l'ouvrage sur Daens

Le film *Birth of a Nation* et l'Amérique de Woodrow Wilson

En 1915, la présentation du film muet *Birth of a Nation*—une reconstitution prosudiste de la guerre civile et de l'ère de la Reconstruction aux États-Unis—révèle pour la première fois au public américain les pouvoirs réels du cinéma et fait découvrir aux producteurs d'Hollywood les enjeux socio-politiques étroitement liés à ce médium de masse. Les premières du film de David L. W. Griffith provoquent, en effet, une série de controverses, de bagarres violentes et d'émeutes dans plusieurs villes américaines. Les salles de cinéma de Boston, New York et Los Angeles sont entre autres occupées par des manifestants qui dénoncent *Birth of a Nation*. Un film qui déforme, selon eux, la «réalité historique» de la Reconstruction, fait l'apologie du Ku Klux Klan et présente un portrait raciste de la communauté noire. Selon ces dénigreurs, le film encourage aussi le maintien des préjugés envers les Afro-américains et contient, en filigrane, la proposition de leur expulsion hors des frontières américaines. En riposte, les principaux auteurs et défenseurs du film insistent sur la crédibilité historique de l'œuvre basée sur des faits vécus, sur les grands mérites esthétiques et stylistiques de la mégaproduction et prétextent la liberté de presse lorsque des manifestants font entrave à la présentation du film. L'un de ces plus ardents défenseurs est sans doute le révérend Thomas Dixon, auteur du roman *The Clansmen: An Historical Romance of the Ku Klux Klan* sur lequel le scénario de *Birth of a Nation* est basé.

En tenant compte du contexte historique des États-Unis et de l'histoire dominante du début du XX^e siècle, on constate que les

interprétations et les valeurs véhiculées par les auteurs de *Birth of a Nation* sont largement répandues parmi la population blanche du Sud mais aussi parmi un bon nombre d'Américains à l'échelle nationale dont le Président de l'époque lui-même, Woodrow Wilson. Ainsi, le film de Griffith ne correspond pas simplement à la vision isolée d'une minorité de propagandistes racistes et zélés mais s'inscrit plutôt dans le climat socio-politique particulier de cette époque.

Concrètement, les premières décennies du XX^e sont marquées dans le Sud par les lois *Jim Crow* de la ségrégation raciale et par la multiplication des lynchages de Noirs auxquels assistent des foules importantes. L'accès au droit de vote des Noirs est aussi compromis dans plusieurs États du Sud. Dans un climat de détérioration des conditions de vie économiques et de non-respect des droits civiques des Noirs, de violentes émeutes raciales éclatent dans les villes de Wilmington, Nouvelle-Orléans et Atlanta et un mouvement revendicatif plus radical initié par des réformistes noirs naît à l'échelle du pays. L'intellectuel William E. B. Dubois, à la tête de cette nouvelle orientation, se distingue du porte-parole afro-américain le plus influent de l'époque, Booker T. Washington, qui avait préconisé jusqu'ici l'*accommodationism*. Selon cette dernière doctrine, les Noirs devaient accepter momentanément leur sort, s'instruire d'abord et se cantonner dans les secteurs traditionnels de l'activité économique comme l'agriculture avant d'accéder à l'étape ultime de leur pleine intégration sociale dans la société américaine. Dubois, quant à lui,

crée le mouvement de Niagara Falls en 1905 et, quatre ans plus tard avec l'aide de libéraux blancs, la NAACP (*National Association for the Advancement of Colored People*). L'association se donne immédiatement l'objectif de combattre la discrimination raciale et, par ailleurs, s'engage dans une campagne nationale de boycott de *Birth of a Nation*. La NAACP s'était déjà impliquée, avant même la présentation du film en 1915, dans une condamnation en règle des romans «racistes» de Thomas Dixon tels *Leopard's Spots* (1902) et *The Clansmen* (1905).

Une crainte effrénée du métissage

Un autre rapprochement est permis entre les valeurs véhiculées dans le film et celles ayant cours largement dans la société *Jim Crow*: la crainte du métissage et la nécessité concrète de protéger les femmes blanches de l'homme noir. Selon le critique Robert Lang, empêcher le mélange des «races» constitue le principal objectif visé par Thomas Dixon dans son roman *The Clansmen* et conséquemment par Griffith dans son film.¹ Le mulâtre, pour Dixon, symbolise la tare de l'histoire américaine, c'est-à-dire la représentation humaine de la corruption de la nation blanche par la venue des premiers Africains en Amérique.² Par ailleurs, toujours selon le révérend Dixon, le croisement génétique des deux «races» donne un résultat potentiellement très dangereux; le mulâtre acquiert en effet l'intelligence de l'homme blanc mais conserve les principes amoraux propres à la «race noire».

Compte tenu de ces dernières interprétations, il n'est pas étonnant que les trois personnages les plus vils et les plus abjects du film soient des mulâtres. Il s'agit d'un homme politique corrompu qui se livre au harcèlement d'une femme blanche, d'un «scalawag» qui mène une violente révolte contre

des citoyens désarmés et d'une domestique manipulatrice et hypocrite. Dans la réalité quotidienne de l'époque, cette véritable paranoïa collective entourant l'épineuse question du métissage et de la préservation de la «race aryenne» se concrétise par la multiplication des séances de lynchages de Noirs «soupçonnés» d'avoir eu des relations sexuelles avec des femmes blanches. Certes, ce radicalisme n'est pas typique de tout le Sud américain mais le métissage est très mal vu de façon générale même parmi ses citoyens les plus modérés.

Un contexte historique particulier

Le parallèle entre *Birth of a Nation* et son contexte historique peut s'établir hors des frontières des États du Sud. À l'échelle nationale, le film prend l'affiche sous l'administration de Woodrow Wilson. Bien que la politique domestique de ce président soit traditionnellement associée à la poursuite des réformes libérales amorcées par le mouvement progressiste, son élection en 1913 correspond toutefois au triomphe des intérêts du Sud défendus jusque à la fin des années 1920 par le Parti démocrate. Natif de la Virginie, Wilson n'est guère enclin à s'engager dans la déségrégation et dans une politique nationale favorisant les Noirs.

Ainsi, il n'est pas étonnant que Wilson ait accueilli favorablement *Birth of a Nation*. On peut d'ailleurs établir un lien direct entre Wilson et Griffith. Pour donner une crédibilité historique à son film, Griffith utilise deux passages tirés d'un livre écrit par Wilson, lui-même, *History of the American People*. Cette phrase empruntée intégralement à l'ouvrage de Wilson illustre bien la teneur de l'argumentation: «The white men were roused by a mere instinct of self-preservation...until at last there had sprung into existence a great Ku Klux Klan, a veritable

empire of the South, to protect the Southern Country.³ »

Griffith insère dans son scénario cette citation afin de confirmer le rôle central joué par le KKK qui sauva le Sud de l'ingérence du Congrès américain dans la politique domestique des anciens États confédérés durant l'ère de la Reconstruction.

Les interprétations de Thomas Dixon et de David Griffith s'inspirent du courant historiographique dominant du début du XX^e siècle. À l'instar de l'école de l'historien William A. Dunning, *Birth of Nation* divise essentiellement la période de la Reconstruction en deux époques: d'une part, les tentatives d'Abraham Lincoln de réconciliation et de réinsertion des États confédérés dans l'Union et, d'autre part, la « Reconstruction radicale » (1867-1877) qui suit l'assassinat du Président⁴. Dans le film, le meurtre de Lincoln, surnommé ici *The Great Heart*, permet aux membres les plus radicaux du Congrès de prendre en main la Reconstruction du Sud. Ces derniers ouvrent ainsi la porte aux opportunistes *carpetbaggers* du Nord, les renégats *scalawags* du Sud et les politiciens noirs « inaptes » à la Démocratie.

D'une façon générale, la vision réductrice de la «race noire» contenue dans le film s'apparente aussi aux idées de l'historien Ulrich B. Phillips qui dominent l'historiographie de l'esclavage. Son principal ouvrage *American Negro Slavery* (1918) contient en filigrane deux présuppositions: l'infériorité inhérente de la «race noire» et l'idée que l'esclavage n'était pas un système cruel et inhumain.

En conclusion, l'historien ne devrait pas analyser isolément le film *Birth of a Nation* mais le situer dans la conjoncture particulière du début du XX^e siècle. Certes, le film ne fait pas l'unanimité à cette époque – il demeure l'un des films les plus contestés et controversés

de l'histoire du cinéma américain – mais il faut cependant considérer que cette vaste fresque historique trouve un écho favorable parmi une bonne partie de la population américaine. Les condamnations du film proviennent davantage de groupes de réformistes plus radicaux et surtout des Noirs eux-mêmes, inspirés par le discours de William Dubois et la lutte menée par la nouvelle organisation de la NAACP. Plus tard, le contexte socialisant du New Deal dans les années 30 et le mouvement des droits civils dans les années 50 et 60 permettent à la critique de s'élargir et d'atteindre l'opinion publique plus modérée de la société américaine. Quant au film lui-même, il connaît à l'origine un succès retentissant, bien qu'on ne retienne plus souvent que les manifestations violentes de contestation. Ce succès stimulera Hollywood à revisiter, dans plusieurs productions, les fantômes de l'institution esclavagiste et à exploiter le grand « mélodrame » de la guerre civile américaine.

- Philippe Couture

¹ Robert LANG, dir., *The Birth of a Nation. D. W. Griffith*, New Jersey, Rutgers University Press, 1994, p. 17.

² Telle est la citation d'ouverture de *Birth of Nation*: « *The bringing of the African to America planted the first seed of disunion* ». Selon cette conception véhiculée dans le film, ce n'est pas l'institution esclavagiste qui est responsable de la guerre civile et du déchirement de la nation mais la seule présence des Noirs en Amérique. Voir *The Birth of a Nation*, p. 44.

³ *Ibid.*, p. 94.

⁴ Eric FONER, *A Short History of Reconstruction (1863-1877)*, New York, Harper & Row, 1990, pp. xi-xii.

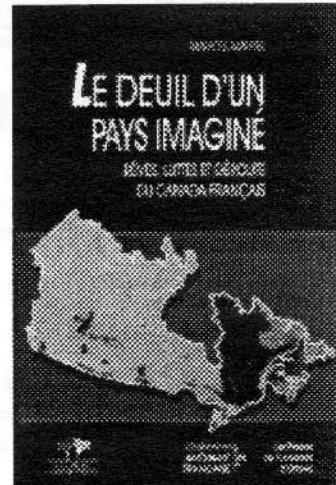
Comptes-rendus



Marcel MARTEL,
Le deuil d'un pays imaginé,
OTTAWA, Les Presses de
l'Université d'Ottawa, 1997,
collection « Amérique
française ».

Marcel Martel a publié une excellente recherche avec *Le Deuil d'un pays imaginé (rêves, luttes et déroute du Canada-français)*. Il s'agit d'une étude sur l'évolution du Canada-français hors frontières, étude qui se veut la synthèse d'une documentation fort habilement maîtrisée. L'auteur y montre comment se sont développées ce qu'il appelle les institutions d'avant-postes de la communauté canadienne française dans l'ensemble du Canada. Il expose son hypothèse selon laquelle, au lendemain de la Confédération, les francophones hors Québec, pour assurer leur survie, se sont appuyés sur le principe du pacte confédératif de 1867. Selon ce principe, la constitution de 1867 relevait d'une entente entre deux nations et c'est dans cette perspective que devaient être défendus les droits de ces groupes francophones minoritaires hors Québec. C'est donc sur cette base que se sont développés les combats pour soutenir, entre autres, le maintien et le développement des écoles catholiques et françaises dans les provinces canadiennes.

L'auteur montre ensuite comment, après la crise scolaire au Manitoba et l'application du Règlement XVII en Ontario, il fallait mettre en place des institutions comme l'Ordre de Jacques-Cartier (1927) et le Conseil de la vie française en Amérique (dont le premier congrès eut lieu en 1937), afin de mener ces combats pour la survie française. Cette idéologie de la survie s'appuyait,



comme dans le Québec francophone et ultramontain, sur les grandes valeurs traditionnelles telles celles de la famille et de la langue française, protectrices de la foi. Ces valeurs étaient soutenues et propagées par les élites religieuses et professionnelles locales et ce, à partir de Cercles, de journaux (voir *La Patente*) et de la radio française. L'histoire de cette dernière en tant qu'instrument de promotion de ces valeurs nationales est ici particulièrement révélatrice. L'on y voit l'action déterminante d'Adrien Pouliot qui aurait joué un rôle majeur comme protecteur de ce moyen de diffusion de la culture française hors Québec. C'est sous son influence en effet que l'avènement du réseau de Radio-Canada (section française) a pu être réalisé à l'échelle du Canada.

Un autre aspect sur lequel l'auteur insiste dans l'examen de ces institutions d'avant-poste, c'est leur caractère élitaire et sectaire (celles-ci étaient composées d'une majorité de prêtres qui deviendraient tous disciples de l'abbé Groulx). Souvent, il s'agissait de sociétés occultes, en particulier dans le cas de l'Ordre de Jacques-Cartier (dont la dissolution

ne remonte qu'en 1965), et dont l'action principale était téléguider d'Ottawa dans le but d'orienter les choix politiques des politiciens et des membres ayant juré de leur loyauté auprès des autorités de la secte. Timbres et chèques bilin-gues, drapeau canadien distinct, voilà quelques-unes des victoires à l'actif de ces stratégies. Toutefois, ces campagnes et les Congrès qui les organisaient entraînent de plus en plus de problèmes financiers, et ce, malgré les campagnes de souscription menées auprès des membres des sociétés nationalistes du Québec et l'aide financière du gouvernement du plessiste. Gouvernement qui, soit dit en passant, adopta le drapeau fleurdelysé sous la pression de l'aile la plus « québécoise » de ces groupes dominés par l'abbé Lionel Groulx.

Problèmes financiers, dissensions idéologiques à l'intérieur des divers organismes et montée du néo-nationalisme au Québec menacent l'unité d'action de cette vaste entreprise des réseaux institutionnels hors Québec. La montée du néo-nationalisme (voire du séparatisme), la philosophie qui inspira les Etats Généraux de 1965 et qui affirmait que désormais seul un Etat québécois fort et autonome pouvait sauver la cause de la culture française, ont contribué à la méfiance des communautés francophones minoritaires face à l'intervention de l'Etat québécois. La Révolution tranquille sera donc, selon l'auteur, le point de rupture entre les diverses communautés nationalistes francophones au Canada et ce, malgré les politiques linguistiques de Pierre E. Trudeau en 1969. On connaît la suite!

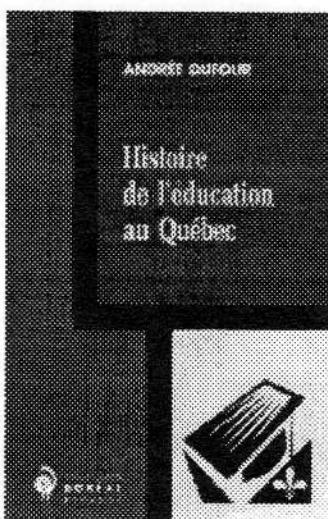
Il faut souligner ici le fort esprit d'analyse et la qualité de l'écriture de ce jeune historien. Dans un style clair, il explique bien les éléments essentiels qui ont forgé son opinion. Il regrette la rupture des liens qui existaient entre le Québec traditionnel et la francophonie canadienne avant les années

1960. Il déplore l'usage chez certains nationalistes, comme Josée Legault et d'autres, de formules lapidaires comme celle des «dead ducks» de René Levesque pour décrire ces communautés qui n'ont pas cessé de se battre pour survivre, en espérant plus d'appui de l'intelligentsia et du gouvernement du Québec. Cependant le contenu de son récit, à mon avis, n'illustre pas assez abondamment les dimensions politiques de cette forme de mépris. Dans la conjoncture politique actuelle, et cela est malheureux, ce livre ne sera pas un succès de librairie. Mais il faut souhaiter qu'il soit lu par les professeurs d'histoire du Canada et du Québec, bien sûr pour les connaissances qu'il apporte, mais surtout pour la prise de conscience de certains événements historiques que l'on préfère trop souvent occulter.

— Claude Poulin

Professeur d'histoire à la retraite
Cégep de Sainte-Foy

Andrée Dufour, *Histoire de l'éducation au Québec*
Boréal Express, 1997, 119 p.



Andrée Dufour, professeure au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu, nous livre en 119 pages un exposé succinct de l'histoire de l'éducation au Québec. L'objectif éducatif étant à la fois rempli par l'institution scolaire et familiale, l'auteure précise dès le départ

que l'institution scolaire sera privilégiée dans ce bref ouvrage. Elle pose au départ toute l'importance de l'éducation comme outil de modernisation et d'enrichissement collectif; « traduisant les idéologies et les représentations du temps » (p. 13), l'éducation est constamment objet de débats et d'enjeux au sein du processus de démocratisation des sociétés.

Histoire de l'éducation au Québec est présentée à la fois sur le mode chronologique et thématique. La période étudiée prend en compte toute l'évolution scolaire du Québec, depuis les premières entreprises de scolarisation sous le Régime français jusqu'aux événements les plus récents. À travers ce parcours qui se divise en six chapitres, on remarque une structure thématique qui permet au lecteur de s'y retrouver plus facilement en même temps que d'en mieux saisir l'évolution dans le temps. Ainsi, les institutions tels les divers types d'établissements scolaires, publics et privés, des niveaux primaire, secondaire, collégial y sont traités pour les périodes concernées comme l'enseignement professionnel et technique ainsi que la formation supérieure. Les systèmes catholique et protestant sont examinés brièvement avec leurs programmes d'études. Dans chacun des chapitres, l'auteure aborde la question des maîtres (formation, conditions d'exercice, composition du corps enseignant, processus de laïcisation, militarisme et syndicalisme) ainsi que la question des clientèles (alphabétisation, fréquentation scolaire, accessibilité, composition). En toile de fond, y figure également le rôle des décideurs, l'État, l'Église ou plutôt les Églises surtout.

Le sixième chapitre intitulé « L'éducation en question depuis 1985 » est particulier: il expose, sans toutefois les approfondir, certains des enjeux actuels qui s'offrent à la société québécoise et que les États généraux sur

l'éducation de 1996 ont permis de mettre à jour. L'auteure s'interroge surtout sur le rôle de l'État et des commissions scolaires, sur la présence des écoles confessionnelles et des écoles privées. Elle traite de la réalité de l'accèsibilité à l'éducation où « l'espoir d'accéder à des études collégiales est passé de moins de 41% en 1980 à plus de 57% en 1990 » (p. 109), mais où par ailleurs, environ 20% des élèves quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme d'études secondaires ou d'études professionnelles (p. 111) et où le pourcentage des Québécois hautement scolarisés demeure inférieur à celui de l'ensemble du Canada. L'auteure, en proposant des pistes de réflexion, évite à dessein de prendre parti autant sur les questions historiographiques controversées que sur les débats actuels. L'ouvrage permet surtout de retracer la genèse de ces débats résultant en partie « des tensions et des rivalités qui perdurent depuis plus d'un siècle » (p. 117).

Voilà un volume fort utile pour qui veut comprendre rapidement les particularités de l'histoire de l'éducation au Québec, notamment les étudiantes et les étudiants inscrits au cours *Fondements historiques du Québec contemporain*.

Michelle Comeau

chargée de cours en histoire,
UQAM et UQAH.